Rouge

Interview de J.Ziegler député socialiste suisse

p11

M 1578 N°1061 6F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 29 avril au 5 mai 83

Après le 1er Mai :

Non à l'austérité

Préparons la grève nationale pour le retrait des ordonnances

Non aux compromis avec le CNPF

Imposons une politique au service des travailleurs

INTERNES des hôpitaux, étudiants en médecine et paysans en colère défraient la chronique. Certains y voient un Mai 68 à l'envers. PS et PC au pouvoir et les directions des syndicats ouvriers repoussent ces grèves de « privilégiés ».

Beaucoup de travailleurs s'interrogent également sur ces mouvements qui s'en prennent au gouvernement de gauche. Tous pensent que fatalement ces mouvements catégoriels sont contrôlés par la droite.

La réalité est ailleurs. Le PS et le PC au pouvoir ont repris l'héritage giscardien en matière de santé. Ils attaquent, comme leur prédécesseur, la protection sociale et imposent une sélection rigoureuse des étudiants en médecine, comme ils refusent le statut unique pour les internes des hôpitaux. Le projet Ralite se situe dans le prolongement des projets Barrot-Veil, comme l'ordonnance Bérégovoy sur la Sécurité sociale reprend la loi Berger. Comment s'étonner que les mêmes médecins et apprentis-médecins manifestent aujourd'hui, comme ils l'avaient fait sous Giscard ? Leur grève n'est que le verdict contre l'incapacité des partis au pouvoir de s'en prendre aux privilèges des mandarins, de développer une médecine comme service public, et un nombre de médecins correspondant aux besoins de la population.

Quant aux paysans, ils voient leur ministre Rocard pratiquer les mêmes négociations européennes, fondées sur le partage bien compris des intérêts des bourgeoisies membres du Marché commun. Et comme avant, ils descendent dans la rue pour essayer de ne pas être les victimes du partage des profits à Bruxelles.

CES mouvements se heurtent à la politique d'austérité que nous inflige le gouvernement, essentiellement composé par le PS et le PC. Mais, dans le même temps, le mouvement ouvrier ne s'oppose pas à cette politique avec une détermination comparable. Il semble rester l'arme au pied, tolérant à l'égard du plan d'austérité, malgré les voix qui s'élèvent en son sein. Cette apathie actuelle risque de faciliter les tentatives de récupération de la droite à l'affût. Pourtant, les médecins et apprentis médecins, ou les paysans, ne sont pas fatalement voués à tomber dans les bras de Chirac ou de Le Pen. Leurs grèves, qui portent des revendications que nous soutenons en partie, ne seront pas captées par la droite, à la condition décisive que les travailleurs, eux aussi, se mettent en branle contre l'austérité pour défendre leurs revendications.

Pour cela, il n'est qu'une ligne d'action. Il faut que le mouvement ouvrier offre de véritables perspectives, qu'il désigne clairement les responsables de la situation : les capitalistes qui continuent, comme avant le 10 mai, à imposer leur loi du profit. Comment mieux remplir cette tâche si ce n'est en défendant, sans concessions, les intérêts ouvriers ? C'est-à-dire en s'opposant à une austérité qui sert les patrons. C'est la seule manière d'opérer une jonction entre ces mouvements catégoriels et la lutte des travailleurs. C'est la seule façon de combattre en leur sein l'influence des forces réactionnaires. Rappelons-nous que le 13 mai 1980, lors de la grève contre la loi Berger, les étudiants en médecine avaient rallié les cortèges ouvriers.

NON, décidément, rien n'est joué ! Le 1er Mai constitue une étape décisive dans le combat contre les attaques patronales, pour l'abrogation des ordonnances d'austérité, pour nos revendications. Et demain ?

Demain, il faudra organiser cette grève nationale unitaire et interprofessionnelle de vingt-quatre heures, qui permettra de déclencher cette mobilisation qui fait défaut pour empêcher le plan d'austérité de sévir.

Et si, demain, ce mouvement voit le jour, qui peut douter que sa détermination rallie ces paysans, médecins et apprentis médecins dont les intérêts particuliers ne peuvent être satisfaits que par cette action d'ensemble des travailleurs pour la défense de leurs intérêts.

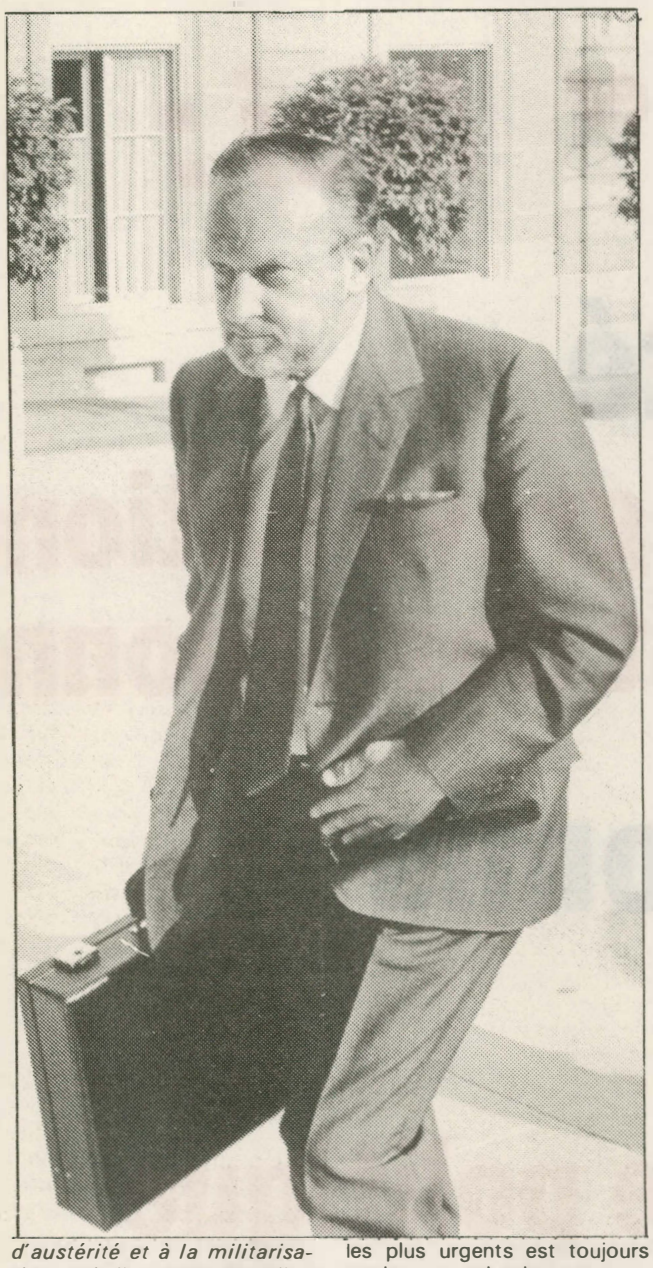
Un surarmement sans précédent

• L'armée n'est pas touchée par l'austérité: 35 milliards de plus par an, soit plus de la moitié des ressources espérées avec l'instauration du plan d'austérité.

LE Conseil des ministres du 20 avril a adopté sans sourciller un plan de surarmement d'une ampleur exceptionnelle, moins d'un mois après la mise en route du plan d'austérité. 830 milliards de francs seraient consacrés à la défense entre 1984 et 1988, soit 6 % d'augmentation moyenne du budget annuel.

Sur cette enveloppe globale, plus de 30 % sont destinés à la bombe ou plus exactement aux divers types d'armes nucléaires. Les projets les plus coûteux et les plus dangereux de l'état-major, ont pratiquement tous, été retenus. Charles Hernu, dans l'interview qu'il a donné au *Monde* annonce même la couleur en ce qui concerne l'arme à rayonnement renforcé : *« Je voudrais préciser qu'il ne s'agit pas d'une bombe, mais d'un armement nucléaire tactique modernisé. Vous connaissez notre doctrine en la matière ; les armes nucléaires tactiques sont des armes d'avertissement destinées à donner l'ultime avertissement à un agresseur éventuel avant le déclenchement de la riposte stratégique. Aussi si le Président devait décider un jour d'engager la construction en série de l'arme à rayonnement renforcé, il ne saurait s'agir d'une sorte d'artillerie de campagne mais d'un armement nucléaire tactique modernisé. Sur le plan financier, les crédits consacrés aux têtes des engins tactiques changeraient simplement d'affectation dans cette hypothèse, les armements neutroniques devraient être au rendez-vous du programme Hadès soit en 1992. »*

Ce sont là des faits particulièrement éclairants qui confirment le rôle joué par le gouvernement français aux avant-postes de l'offensive de remilitarisation de l'impérialisme dans la foulée de son chef de file Reagan. Nul ne peut prétendre ignorer ni au PS ni au PCF la portée politique de ces propositions de programmation militaire dont sera saisie l'Assemblée nationale, les 19 et 20 mai prochains.



Austérité et militarisation

Comme nous l'avons écrit dans un communiqué de presse : *« La France sans l'intervention des travailleurs risquerait d'être maintenue dans le peloton de tête des fauteurs de guerre par l'accumulation d'un formidable stock d'armes nucléaires, tournées contre les populations civiles et aussi ruineuses qu'inéfficaces. La LCR appelle en conséquence les travailleurs à se mobiliser pour mettre un terme au plan d'austérité et à la militarisation qui l'accompagne, l'un conditionnant l'autre. »*

Comme s'en vante en effet Hernu, le gouvernement a fait inscrire : *« Dans le texte même du projet de loi, et non dans le rapport annexé comme c'était le cas en 1976, le montant des ressources allouées à la défense sur les cinq années de la programmation. »* Ainsi donc, en ce domaine, le gouvernement ne conditionne pas ses objectifs : *« au redressement économique ».* Hernu va encore plus loin, *« le projet de loi indique également que cette enveloppe sera réévaluée à la fin de 1985 »,* précisant *« si les dépenses de fonctionnement devaient dépasser les limites de croissance très strictes qui sont assignées, cela ne se ferait pas au détriment des programmes physiques de matériel. »* Où et quand le gouvernement a-t-il fait preuve de pareille sollicitude pour les revendications des travailleurs ? Nulle part, pour la bonne raison que la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents est toujours remise aux calendes grecques et sous condition d'un hypothétique redressement économique qui passerait par l'austérité. Pour les programmes militaires, le gouvernement fait une exception. Si bien que si la crise s'approfondit, il annonce aux travailleurs qu'il leur demandera de se serrer davantage la ceinture pour augmenter encore les dépenses militaires.

Un nouveau départ pour le mouvement antiguerre

Ainsi l'exige la logique du profit en période de crise. Le formidable effort de surarmement projeté par le gouvernement suppose que non seulement l'austérité s'applique, mais qu'elle se renforce encore pour les prochains exercices budgétaires de manière significative. Les chiffres donnés par Hernu ne laissent aucun doute sur ce point : *« A titre de comparaison, le budget de la défense pour 1983, reconduit sur cinq ans, représenterait 655 milliards de francs »,* autrement dit avec une programmation d'au minimum 830 milliards, le gouvernement prétend dégager 175 milliards supplémentaires, soit 35 milliards de plus par an en moyenne, soit encore un peu plus de la moitié des ressources qu'il escompte de l'application des mesures actuelles d'austérité. Cette politique est, en outre, suicidaire du point de vue économique. Les succès des ventes d'armes à l'exportation — plus 23 % en un an — dont se félicite le gouvernement, accentue aussi le déséquilibre entre ce secteur et le reste du potentiel industriel. Ces exportations en direction de pays sur-endettés sont à hauts risques et le moindre rétrécissement du marché aurait des conséquences sociales catastrophiques, tandis que le pays voit dans le même temps par cette logique infernale sa marge de manœuvre politique se réduire dangereusement. Que ce soit le gouvernement issu du 10 mai qui s'enfonce dans cette impasse, ne change rien à l'affaire. Cela renforce au contraire la nécessité de mobilisations qui mettent au centre de la lutte le double refus de l'austérité et de la militarisation, car, l'on ne vaincra pas l'une sans l'autre.

Dans ces conditions, rien n'est plus urgent que de sensibiliser les travailleurs et de préparer la relance d'une activité antiguerre de masse plongeant ses racines au cœur du mouvement ouvrier. Le 1er Mai d'abord, la marche du 19 juin ensuite (organisée à l'appel des cent initiateurs de la manifestation de 200 000 participants, le 20 juin 1982) doivent être l'occasion d'un premier pas dans ce sens. Si nous sommes confrontés en France, avec une acuité nouvelle, à ce problème, nous bénéficions de l'acquis des mobilisations qui ont déferlé un peu partout en Europe depuis 3 ans. Le mouvement ouvrier français doit relever le défi, rattraper le retard pris et se trouver en bonne position pour les gigantesques mobilisations qui s'annoncent pour l'automne. Pour une part non négligeable, l'issue du combat contre l'austérité en dépend.

Jean-Louis Michel

PCI
Tous derrière FO !

Le 1er Mai, les militants du PCI iront, à Paris, renforcer la manifestation de FO. La lettre d'*Informations ouvrières* explique : *« Dans le respect de l'indépendance, sans donc lancer d'appel à manifester, le PCI demande à ses militants de participer à la manifestation appelée par l'URP CGT-FO qui, sans ambiguïté, se prononce contre l'austérité, contre les atteintes à l'école laïque. »*

Donc, le PCI choisit la manifestation de FO contre celle de la FEN, CFDT, CGT.

Si nous appelons à la manifestation unitaire du 1er Mai, ce n'est pas sur la base de l'appel des confédérations, mais pour que se constitue une unité contre l'austérité, pour les revendications. C'est là, pour des trotskystes, l'ABC d'une politique de front unique.

Mais le PCI fait autre chose. Il explique que face à la manifestation de la CGT, FEN, CFDT, celle de FO représente une réelle alternative de classe : *« Quant à nous, nous irons manifester contre l'austérité, pour la défense de l'instruction publique, pour la libération d'E. Baluka et de tous les syndicalistes emprisonnés en Pologne et dans le monde... de la Bastille au Mur des fédérés le 1er Mai. »* Bergeron devient, face à Maire, Henry et Krasucki, le véritable défenseur des travailleurs...

Meeting au Puy et à Gérardmer

Au Puy, la liste « la voix des travailleurs contre l'austérité », animée par notre camarade Vacheron, ouvrier du textile (Elastelle) très connu sur la région, avait obtenu plus de 4 % des voix. 70 travailleurs et travailleuses ont assisté au meeting de la LCR, ce qui fait beaucoup pour la première fois.

Après l'intervention de notre camarade Vacheron, un miliant du PS, Marc, vint expliquer le malaise grandissant au sein de ce parti. *« Beaucoup de militants ouvriers ne se reconnaissent pas dans la politique du parti. On n'a pas voté pour l'austérité, le PS, toutes tendances comprises, capitule devant les patrons. Ce n'est plus tolérable. »*, Et Marc annonçait sa décision de quitter le PS et de rejoindre la LCR. Après son intervention, une militante du PC, Jeanine, responsable syndicale à l'échelle départementale, expliqua pourquoi elle aussi avait décidé de rejoindre la LCR. *« J'ai adhéré au PC en 1967 : après 68, j'avais cru au Programme commun, j'ai pris toutes mes responsabilités sur le plan syndical. Et puis il y a eu la rupture de l'Union de la gauche, la division ; j'ai signé la pétition « Union dans les luttes». Pour moi, ce fut un moment très important ; on se retrouvait enfin avec des militants de différents syndicats pour dire la même chose. Les répercussions ont été très grandes dans la CGT, mais que faire pour poursuivre ? Et puis, il y a eu la Pologne qui fut un véritable révélateur. Je connaissais la LCR grâce à Vacheron, mais c'est un petit groupe quand on vient du PCF ; là encore que faire ? Je ne cherchais pas l'organisation pour me sécuriser mais pour poursuivre mon combat de communiste. C'est finalement la conférence ouvrière nationale organisée par la LCR qui m'a décidée. J'y ai retrouvé un bain de démocratie où dirigeants et militants participaient au débat au même niveau Enfin, et pour moi c'est l'essentiel, j'ai retrouvé à la LCR un véritable internationalisme. Le trotskysme ? Je ne connais pas, mais j'ai rencontré là des camarades conséquents. Aujourd'hui, on ne peut pas baisser les bras et attendre passivement un véritable parti ouvrier. Il faut empêcher le gâchis de militants. »*

A Gérardmer, la LCR a encore peu de militants dans la région. Mais un de ses membres était tête de la liste d'extrême gauche qui obtint plus de 5 % des voix dans cette ville. Les militants et de nombreux sympathisants avaient préparé le meeting après la tenue d'une conférence de presse à Epinal. Ce fut un très gros succès. Près de 120 personnes, beaucoup de jeunes, beaucoup d'ouvriers, des militants du PC et du PS, quelques élus, et surtout un débat passionnant qui se prolongera tard dans le soir puisqu'après le meeting une bonne trentaine de personnes se retrouvaient pour continuer à discuter autour d'un « buffet campagnard ».

Prochains meetings avec A. Krivine :
Vendredi 6 mai à Perigueux.
Jeudi 19 mai à Cherbourg.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
_____
_____
Formule choisie : _____

Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

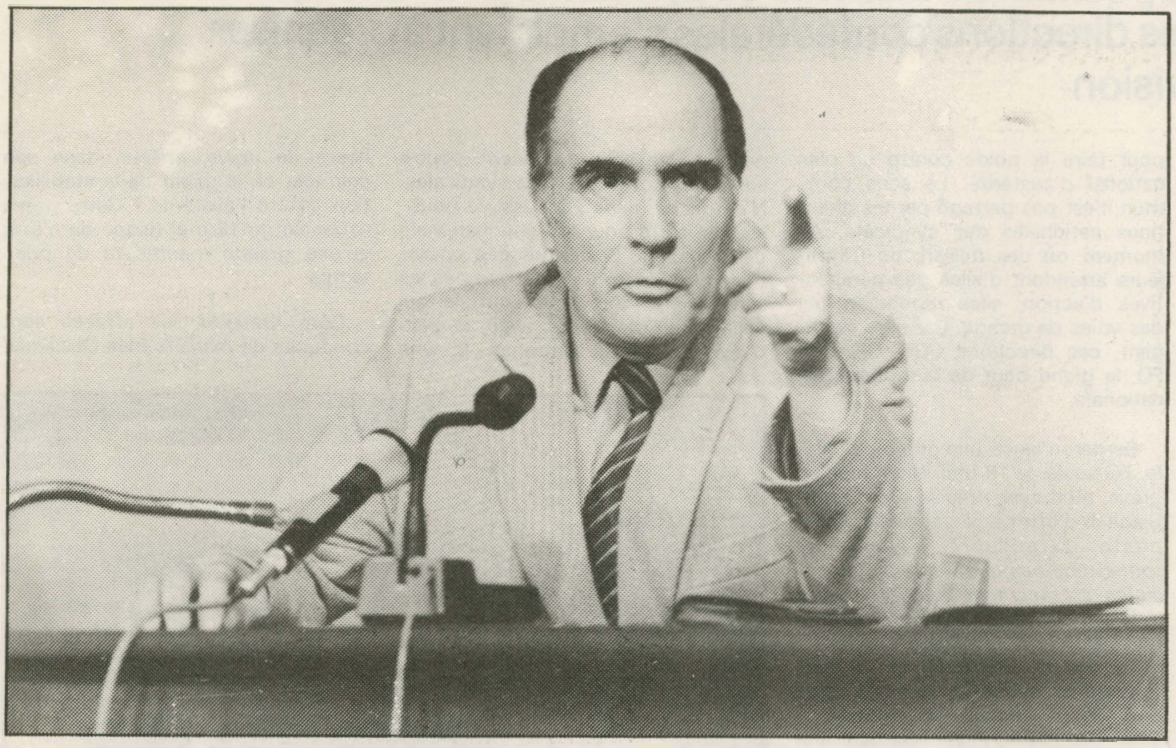
• Edite par la societe Presse/Edition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie. Montreuil Tél 859 00 31
• Directeur de la publication Robert March
• Commission paritaire 63922
• Redaction-administration 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Tel 859 00 80 (lignes groupees)

La voie des travailleurs contre l'austérité c'est la mobilisation

DRAPE dans sa toge présidentielle, Mitterrand-président fait le tour du Nord-Pas-de-Calais, ravagé par le chômage et les fermetures d'entreprises. Et que distribue notre bonhomme président, au-delà de son « emballage-cadeau » ? Des sentences, des verdicts de cour d'assises. Aux mineurs, il dit : fini la mine, ce n'est pas rentable. Aux ouvrières du textile, il va annonçant les fermetures prochaines. Aux sidérurgistes, il déclare que le Marché commun européen exige encore plus de licenciements que les quelque 25 000 prévus.

Se souvient-il, le locataire de l'Elysée, qu'il détient son mandat des travailleurs, qui, le 10 mai, ont voté contre l'austérité et contre Giscard en votant pour lui ? Certainement pas. Le voilà, à Lille comme à Dunkerque, revendiquant haut et fort le plan d'austérité de ses amis Mauroy et Delors. Oui, oui, dit-il ; nous, la gauche au pouvoir, nous avons un seul souci en tête : garantir à nos patrons français le maintien, le développement de leurs profits, pour qu'ils soient compétitifs dans la grande jungle de la concurrence internationale. A vous, travailleurs, ça va coûter cher, les mois prochains vont être durs... Mais c'est le prix à payer. Et Mitterrand s'en revient à Paris, investi de l'historique mission d'imposer l'austérité qui avait fait l'échec des Barre et Giscard en 1981, aux élections.

Le PS et le PC soutiennent, fidèlement. Mais les militants de ces partis, dans les syndicats ouvriers, à l'entreprise ne défendent pas cette politique. Tout au plus, ils mettent en garde les travailleurs contre une poussée trop forte qui, selon l'expression désormais consacrée *« ramènerait la droite au pouvoir »*. Mais pas un militant du PS ou du PC, dans aucune entreprise, ne se lève dans une assemblée générale de travailleurs pour dire *« moi je soutiens les mesures prises »*. Et voilà le paradoxe : un gouvernement composé du PS et du PC essentiellement, un Parlement à majorité identique, mettent les adhérents de ces partis dans une situation de paralysie et de désorientation.



Le même problème est posé à l'ensemble des travailleurs. Nous avons voté le 10 mai pour eux, contre l'austérité, et ils nous ramènent l'austérité, la même, disent-ils. Et c'est le patronat qui en récolte les dividendes. Et c'est la droite qui occupe la rue, prête à exploiter l'échec de la gauche... Comment s'en sortir ?

Nous disons, nous, que la spirale de l'échec est évitable. Si le PS et le PC continuent d'être sourds aux avertissements des travailleurs, ce n'est pas parce qu'ils se trompent. C'est qu'ils ont choisi une politique d'austérité en toute connaissance de cause, après leur défaite électorale aux municipales. Et c'est cela qui favorise la droite. Gattaz l'a bien compris quand, au nom du CNPF, il demandait à un Mitterrand attentif et compréhensif, le droit de licencier comme il veut, de développer le travail à temps partiel. C'est cette politique-là qu'il faut bloquer, et avec elle les ordonnances d'austérité. Car elles favorisent les patrons qui, au nom du gouvernement, nous opposeront les décrets gouvernementaux à nos revendications. On ne peut corriger une telle politique, il faut la changer.

Comment et pourquoi ? Pas une fois, depuis le 10 mai, les travailleurs n'ont été appelés à se mobiliser contre les manœuvres de la droite et du patronat. C'est pourtant le seul chemin qu'il reste. La mobilisation unitaire pour imposer le retrait de ces ordonnances d'austérité. Pour cela, il faut exiger avec des milliers de syndicalistes, à la CGT, à la CFDT ou à FO, que les directions nationales des confédérations, qui en ont les moyens, organisent une grève nationale interprofessionnelle de 24 heures. C'est le seul moyen d'obtenir du gouvernement l'abrogation des ordonnances d'austérité.

Dans le même temps, pas une minute n'est à perdre pour reprendre aux patrons ce qu'ils nous volent grâce aux mesures gouvernementales et aux attaques patronales qui en découlent. Plus que jamais, il nous faut nous battre pour la Sécurité sociale, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Nous sommes sûrs que des milliers de militants du PS et du PC sont d'accord pour se battre contre le patronat, pour empêcher le retour de la droite, pour organiser la mobilisation. Nous leur disons que ce combat nous est commun, qu'il faut ensemble le mener à l'entreprise, dans les syndicats, dans les grèves.

Mais pour sortir de la crise, nous pensons qu'il n'y a pas de moyen terme. Ce système capitaliste est malade, et rien ne sert de composer avec lui, par exemple en proposant aux patrons français de produire pour eux mieux et moins chers pour qu'ils soient compétitifs. Nous, travailleurs, n'avons jamais profité d'une telle alliance. Pour sortir de la crise, il faut retirer le pouvoir aux fauteurs de crise. Les patrons, français ou étrangers, ne pensent qu'à leurs profits, et à rien d'autre. Ils spéculent, ils font fuir leurs capitaux, comme le montre le député socialiste suisse Jean Ziegler (voir page 11). Ils licencieront, frapperont les salaires, attaqueront les organisations ouvrières quand demain la crise s'accentuera. Un gouvernement représentant réellement les intérêts ouvriers romprait immédiatement avec leur logique pour lui substituer une politique tournée vers la seule satisfaction des besoins sociaux.

L'heure est à l'organisation de la mobilisation unitaire contre l'austérité gouvernementale et les attaques patronales. Préparons ensemble la riposte nationale et reprenons la rue à la droite et aux patrons !

Alain Krivine

Paysans : revendications et pressions politiques

Suite aux résultats des élections municipales, les commentateurs ont été nombreux à expliquer que la défaite de la gauche venait des désaffections des « couches moyennes » qui, le 10 mai, avaient voté pour F. Mitterrand. Le constat était partiel : la chute du PS et du PC venait surtout de l'abstention ouvrière.

Il n'empêche que de larges secteurs de ces « couches moyennes » font aussi partie des « déçus du 10 mai ». Pas seulement pour des raisons « corporatistes », de défense de leurs privilèges. La crise atteint aussi, massivement, ces couches-là.

Au nom de la « solidarité », le gouvernement, qui ne veut pas prendre dans la poche des riches, commence à expliquer qu'il faut remettre en cause les « privilèges »... non pas des patrons, mais des cadres, voire de certaines couches de travailleurs (cf. les Caisses d'épargne).

Les paysans qui se mobilisent n'ont pas tous les mêmes intérêts. La situation des petits paysans n'est pas la même que celle des salariés agricoles. Face à eux, ils ont les gros propriétaires qui sont de véritables patrons. De la même façon, les étudiants en médecine et les internes en grève n'ont pas les mêmes intérêts que les grands patrons.

Pourtant, ce sont les gros paysans qui tentent de manipuler les mobilisations. Les patrons de médecine font de même. La droite essaie de tirer les ficelles.

Pourtant, beaucoup de ces revendications sont légitimes ; et la droite ne les soutient que par pur calcul politique. Parce que, sur le fond, elles remettent souvent en cause des privilèges.

Pour un gouvernement réellement au service des travailleurs, la seule politique possible, vis-à-vis des paysans comme pour les étudiants et internes de médecine, c'est de satisfaire les revendications qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs et des couches populaires. On verrait alors les manœuvres des patrons de médecine et des gros propriétaires tomber à plat (voir notre article sur la médecine page 8).

Mais le gouvernement suit la pente inverse. Un des premiers résultats, c'est de jeter dans les bras de la droite toute une partie de ces « couches moyennes ».

A. A.

A première vue, on ne peut avoir que de la sympathie pour les deux agriculteurs dont l'incarcération a déclenché de violentes manifestations à Quimper et Chateaulin. Ne cherchaient-ils pas à faire la lumière sur les trafics des importateurs ? N'est-ce pas une vieille revendication ouvrière que la levée du secret commercial ? Quant à l'attaque de la prison pour les délivrer, le début de lynchage des gendarmes, la mise à sac de la préfecture, avant d'accepter d'hypocrites arguments pacifistes, il faut rappeler que par la nature de leur travail, les agriculteurs ne peuvent avoir recours à la grève. D'où un usage plus rapide, et moins maîtrisé, de la violence.

Il est tout de même intéressant pour les travailleurs de constater que les paysans ont obtenu la libération de leurs deux camarades et qu'ils pèsent de tout leur poids sur l'actualité.

Mais il faut aussi se demander à qui ces manifestations peuvent servir à l'heure actuelle. Par leur ampleur et leur violence, elles évoquent celles du début des années soixante. Alexis Gourvennec, le dirigeant paysan de cette époque, devenu patron de choc, réapparaît même. Pourtant, les choses ont singulièrement changé depuis en Bretagne, où l'agriculture modernisée, suréquipée et spécialisée est devenue très dépendante des marchés extérieurs pour son approvisionnement comme pour ses débouchés. D'où la volonté d'obtenir de « bonnes » mesures à Bruxelles prétendument pour protéger tous les agriculteurs.

En réalité, ces mesures, si elles sont les mêmes pour tous, fixées en pourcentage, ne pourront que relancer le cycle de concurrence, d'élimination des plus faibles, d'exode rural, etc.

Malgré cela, les organisations paysannes majoritaires réussissent encore à tirer profit de la détresse des agriculteurs endettés, menacés par l'évolution des prix, à les envoyer au combat pour mieux les étrangler ensuite.

Les FDSA et CDJA qui mobilisent (et entraînent dans leur sillage un certain nombre de salariés agricoles manipulés) veulent couper l'herbe sous le pied des organisations liées au mouvement ouvrier (MODEF, CNTSP, FNSP) dont le relatif succès aux élections aux chambres les inquiète. Il est vrai que ces organisations ont du mal à garder leur indépendance revendicative face au gouvernement et peuvent facilement être débordées par des actions dures, corporatistes et chauvines. C'est encore plus vrai pour les FDSEA, les CDJA tenus par la « gauche » qui continuent à défendre la thèse corporatiste de l'unité paysanne.

L'abandon des promesses du 10 mai continue à porter ses fruits empoisonnés. Ayant renoncé à appliquer des mesures différenciées au bénéfice des agriculteurs menacés et non aux profiteurs du système, le gouvernement voit les seconds entraîner les premiers pour la défense de « la profession » dans son ensemble.

Le nouveau ministre Rocard aggrave encore les choses en se présentant comme le défenseur de toute l'agriculture à Bruxelles et en expliquant que les manifestations tendent à soutenir l'action du gouvernement.

Cette politique est suicidaire, elle pousse lentement mais sûrement les paysans exploités dans le sillage de leurs pires ennemis. La seule issue est dans le regroupement des organisations paysannes liées au mouvement ouvrier (y compris celle encore présente dans la FNSEA)sur la base d'une politique différenciée face aux entrepreneurs agricoles.

Marcel Leborgne

Le 1er Mai, et après ?

•Malgré les prises de position de dizaines de syndicats pour une riposte nationale au plan d'austérité, les directions confédérales s'emploient à organiser la dispersion et la division

UN mois déjà ! Voilà un mois que le gouvernement a annoncé son plan d'austérité. Il a eu le temps de s'assurer le soutien des parlementaires du PS et du PC dans son recours aux ordonnances. Il a eu le temps d'accompagner les mesures frappant le pouvoir d'achat et la protection sociale d'autres mesures frappant l'emploi dans des secteurs industriels entiers, comme la sidérurgie et le textile.

Qu'ont fait les directions nationales des confédérations syndicales contre ça ? Moins, finalement, que le Syndicat national des agences de voyages contre le contrôle des changes ! Pas une manifestation, pas une démonstration de force, depuis le 10 mai. Ç'aurait été du temps de Giscard, disent beaucoup de travailleurs, nous serions déjà en manifestation derrière nos banderoles.

Pourtant le problème est simple : un gouvernement prend des mesures contre les intérêts des travailleurs. Les organisations syndicales doivent organiser la riposte. Un travailleur de bon sens, un syndicaliste d'entreprise, sait qu'il faut un front unitaire le plus large possible, une grève nationale interprofessionnelle pour faire le poids contre un plan national d'austérité. Le sens commun n'est pas partagé par les directions nationales des syndicats. Au moment où des milliers de travailleurs attendent d'elles des perspectives d'action, elles répondent par des voies de garage. Car elles partagent, ces directions CGT, CFDT et FO, la grand-peur de la mobilisation nationale.

Bergeron lance une grève nationale, FO seule, le 18 mai. Une heure de grève, au moins, précise la consigne. S'agit-il d'offrir aux travailleurs la riposte attendue ? *« Nous ne souhaitons pas que les tensions sociales s'exacerbent à un tel point qu'on aboutisse à une situation que plus personne ne peut plus maîtriser »*, avoue Bergeron le 25 avril. Une grève nationale, ou une vaste opération « soupape de sécurité » ? C'est une grève d'avertissement à la fois à l'adresse du gouvernement et du patronat, dit FO. Soit ! Cette confédération se donne pour indépendante du PS et du PC, elle... et soucieuse du seul intérêt des travailleurs. Bon ! Mais pourquoi seule ? Il y a derrière la façade de l'indépendance à l'égard des partis et du gouvernement une belle manœuvre contre les autres confédérations syndicales. N'empêche, dans FO aussi, la poussée est forte pour la grève nationale de 24 heures. Et les grandes opérations de Bergeron n'étouffent pas les syndicalistes de cette centrale qui veulent en découdre avec le plan d'austérité et le patronat. Et une heure de grève, chacun dans son coin, est-ce le début de la mobilisation contre l'austérité ? Cette grève nationale du 18 mai risque de n'être qu'une grande manœuvre de printemps.

Côté Krasucki, les affaires sont conduites de manière plus classique.

Le calendrier de mai est rempli de journées d'action CGT par fédération : EDF puis fonctionnaires, transports puis PTT, et ainsi de suite. Cette méthode usée n'a pas fait recette lors de la journée CGT de la métallurgie le 21 avril. Beaucoup savent maintenant le prix d'une journée de travail perdue en vain, pour le seul objectif de dresser un décor de riposte en trompe-l'œil. Maire, lui, a organisé, la dernière semaine d'avril, une semaine d'actions et d'explications, restée plus que discrète.

Pourtant, dans FO, la CGT et la CFDT, ils sont légion les syndicalistes qui veulent que leur confédération exige l'abrogation des ordonnances, et organise un grève nationale de 24 heures, dans l'unité. Pour eux, le syndicalisme doit servir à défendre, dans l'indépendance, et jusqu'au bout, les seuls intérêts des travailleurs. Les manœuvres d'appareils ne servent pas la cause syndicale, et ils le savent. Le 1er Mai réunit CGT, CFDT et FEN. FO, elle, reste seule. Mais enfin : si l'unité est possible, le premier dimanche de mai, pourquoi pas en semaine, tous les jours, de l'entreprise au sommet des confédérations, contre l'austérité gouvernementale et contre les attaques patronales qui en découlent ? Voilà ce que demanderont beaucoup de militants syndicaux.

Car ce 1er Mai doit être un départ d'une mobilisation prolongée contre l'austérité, dans la perspective d'une grève nationale interprofessionnelle de 24 heures.

Beaucoup de syndicalistes, notamment dans la CGT et la CFDT, sauront le rappeler à leur direction nationale respective, qui prétend troquer la défense des revendications pour la défense du gouvernement.

Jean Lantier

De nombreux syndicats appellent à l'action

CFDT Thomson-CSF Bagneux
DE L'ARGENT, IL Y EN A

Syndicat défendant les intérêts des travailleurs, nous nous élevons contre les mesures s'attaquant au pouvoir d'achat.

La CFDT est en désaccord avec le plan du gouvernement. A qui faut-il s'attaquer ? Aux patrons, aux privilégiés, pas aux salariés !

De l'argent, il y en a : suppression de la fraude fiscale... un véritable impôt sur les fortunes...

Refuser, c'est bien ; revendiquer, c'est mieux.

Face à cette situation, la CFDT revendique dans les entreprises : les 35 heures pour créer des emplois, le maintien du pouvoir d'achat par un rattrapage en somme fixe en direction des bas salaires, un contrôle des prix rigoureux à la production et à la consommation. (...)

SATPA-CFDT
MOTION D'ACTUALITE

Le texte qui suit est une motion d'actualité présentée par la SATPA de l'Orne au congrès CFDT de l'UR Basse-Normandie (cf. page 10).

Suite à la nomination du nouveau gouvernement,

Suite aux déclarations du président Mitterrand,

Les délégués au congrès de l'UR CFDT Basse-Normandie,

Considérant que le changement pour les travailleurs ne pourra s'effectuer durablement que par l'appel à l'action et à la mobilisation contre le patronat et les spéculateurs internationaux, et non par l'appel **à l'effort pour accepter** l'austérité imposée par ces mêmes patrons, oubliant totalement l'objectif des 35 heures pour lutter contre le chômage,

Appellent dès maintenant les travailleurs à se mobiliser pour imposer ce changement et ne pas accepter la nouvelle austérité...

— en s'opposant à toute augmentation de la pression fiscale sur les salariés sans réforme d'ensemble de la fiscalité (la fraude fiscale du patronat représente aujourd'hui, selon les salariés des impôts, 90 milliards de francs, c'est-à-dire l'équivalent du déficit extérieur) ;

— en refusant toute mesure qui irait dans le sens de la réduction du pouvoir d'achat des salariés et plus particulièrement des bas salaires ;

— en refusant toute mesure qui se traduirait par de nouvelles augmentations des cotisations Sécurité sociale des salariés et un accroissement des inégalités face à la santé (introduction du forfait hospitalier) ;

— en refusant toute mesure qui conduirait à l'acceptation de licenciements pour raison de rétablissement des profits ou restructurations.

Demandent à leur confédération de n'accepter aucun protocole d'accord avec le gouvernement et le patronat concernant ces nouvelles mesures d'austérité sans consultation très large des instances syndicales, non pas sur le perron de l'Elysée, mais à la base, dans les syndicats.

Les salariés ne sont pas responsables de la crise actuelle du capitalisme, ce ne sont pas eux qui gèrent les entreprises. Ils n'ont aucun contrôle ni sur la masse salariale ni sur les emplois ni sur les profits.

L'action revendicative organisée et la mobilisation contre l'austérité et les attaques patronales restent aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant : soit les travailleurs reprennent massivement l'initiative et imposent un nouveau cours, soit la majorité continue de se discréditer et ouvre la route au retour de la droite.

CGT du CHSR
UNE MOBILISATION D'AMPLEUR NATIONALE ET UNITAIRE

(..)En tant qu'organisation syndicale indépendante, le syndicat du personnel CGT du CHRS (hôpital psychiatrique de Saint-Etienne-du-Rouvray) affirme que le gouvernement fait fausse route en imposant ce plan d'austérité. Ce plan ne saurait être amendé ni négocié car l'ensemble de ces mesures s'en prennent brutalement aux salariés.

[Notre conseil syndical] pense que l'heure est à imposer une mobilisation d'ampleur nationale unitaire, pour imposer le retrait du plan d'austérité et imposer que le patronat soit le payeur.

Une journée nationale de grève, de manifestation interprofessionnelle unitaire nous semble être un premier élément de cette mobilisation. Elle pourrait avoir lieu à l'occasion du débat au Parlement.

Ce plan ne saurait être amendé ni négocié car l'ensemble de ces mesures s'en prennent brutalement aux salariés.

prenne des mesures aussi ouvertement favorables au patronat, aussi contraires aux intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi le bureau départemental décide d'écrire au Premier ministre, aux présidents des groupes parlementaires de la majorité (socialistes et communistes) pour leur demander de revenir sur ces mesures et d'en décider d'autres qui touchent aux profits des entreprises et qui prennent l'argent là où il se trouve.

Les syndicats doivent décider d'une initiative ferme et résolue (du type manifestation ou grève nationale) contre le patronat, contre l'austérité décidée par le gouvernement... Nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant : soit les travailleurs reprennent massivement l'initiative et imposent un nouveau cours, soit la majorité continue de se discréditer et ouvre ainsi la route au retour de la droite.

SNETP-CGT, Hauts-de-Seine,
REPRENDRE L'INITIATIVE

Le bureau départemental (...) estime que ces mesures sont à l'encontre de la volonté des travailleurs exprimée en mai et juin 1981, à l'encontre de l'avertissement des municipales. Nous ne pouvons admettre que ce gouvernement

CFDT-Locatel
ORGANISER L'ACTION

Le ministre de l'Economie, Delors, annonce lui-même que ces décisions risquent d'avoir pour conséquence 100 000 chômeurs de plus fin 1983. Quant à notre pouvoir d'achat, les différentes mesures représentent une perte d'environ 4 %.

Les patrons peuvent se frotter les mains : ils vont bénéficier de nouvelles subventions qui leur serviront à maintenir ou augmenter leurs profits plutôt qu'à faire des embauches et maintenir le pouvoir d'achat des salariés(...)

Face à cette situation où le gouvernement s'attaque aux travailleurs plutôt qu'aux patrons, le syndicat doit organiser l'action, la mobilisation pour défendre les salariée(...)

Notre rôle en tant que syndicat, c'est de défendre l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés. C'est pourquoi nous intervenons, au sein de la CFDT, pour que notre direction syndicale organise dahs l'unité avec la CGT la mobilisation des travailleurs contre ces mesures d'austérité (...)

CGT métallurgie Cherbourg
L'AUSTERITE, CE N'EST PAS LE CHANGEMENT

Tract des entreprises UIE, SEFPA, BABCOCK, SIMON, ATEC, CMN.

« Le 31e Congrès de la métallurgie CGT, réuni du 9 au 13 avril, après examen de la situation, a pris la décision de lancer une journée d'action le 21 avril. En effet, la situation telle qu'elle se présente actuellement est loin de satisfaire les travailleurs.

« Depuis l'arrivée en 1981, il est vrai qu'un certain nombre de mesures sociales ont été prises et si à l'époque ces mesures ont été les bienvenues parmi les travailleurs, il n'en est plus de même pour les dernières mesures...

« Il est temps de dire au gouvernement : assez !

« Il y a des gens, en France, autres que les travailleurs qui peuvent payer !

« Travailleurs de la métallurgie cherbourgeoise, faites entendre votre voix, refusez l'austérité, qu'elle soit de droite ou de gauche, participez massivement au débrayage, le 21 avril à 15 h 30, suivi d'un rassemblement face à l'entreprise Babcock...

SIDERURGIE

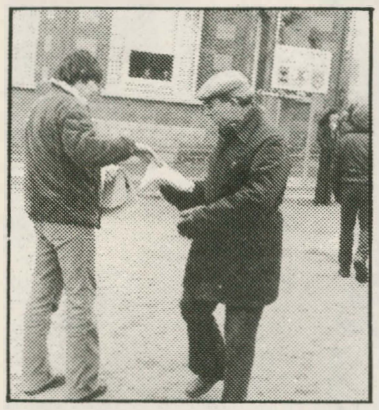
Mouvement dans plusieurs usines

C'EST une véritable saignée qui se prépare dans la sidérurgie avec le nouveau plan : à Longwy, c'est la disparition de quatre mille emplois sur six mille; à Pompey, un sur deux, c'est-à-dire un millier, etc.

La seule question urgente, celle de la mobilisation, reste très difficile, à cause de la tactique des directions nationales des syndicats. Cependant, quelques éléments, ces derniers jours, prouvent que les sidérurgistes sont loin de se résigner.

A Sedan, une fonderie d'Usinor, employant quatre cents ouvriers au lieu d'un millier il y a cinq ans, est en fait menacée de fermeture. Dans l'immédiat, il leur est présenté le projet d'une centaine de départs à la retraite anticipée. Cependant, même si les candidats au repos ne manquent pas, tous voient bien que *« les gosses resteront sans emploi »* : il y a déjà quatre mille sept cents chômeurs sur l'agglomération de Sedan qui compte trente mille habitants ! E· en additionnant tous les licenciements et fermetures prévus d'ici l'été, ce chiffre augmenterait de mille quatre cents chômeurs supplémentaires...

Un délégué CFDT raconte comment ils sont allés se coordonner avec les autres fonderies dépendant d'Usinor. Fabriquant des pièces pour l'entretien des machines des usines sidérurgiques, ils subissent les réductions d'activité. Ainsi, à Longwy, une fonderie a fermé il y a quelques mois, le patron déplaçant ses millions ailleurs pour toucher une prime à la « création d'entreprise » ; aucun des militants ou simple adhérent n'a été reclassé, sur ordre patronal !



Ce fait avait attiré l'attention sur un projet de « remise en ordre » du secteur fonderie, en cours dans les hautes sphères d'Usinor : s'agit-il de fermer certaines unités de production, ou bien cela va-t-il, hormis quelques petits ateliers, transférer tous ces travaux dans un autre pays européen ?

Nul ne le sait vraiment, bien que — encore faut-il le rappeler car on l'oublierait facilement ! — Usinor soit nationalisé !

Une chose est sûre. Pour se coordonner, et pour en savoir plus, les militants de quatre fonderies d'Usinor encore en activité se retrouvèrent à Paris, au siège de la CFDT-métaux. *« On avait besoin d'une salle. On est tombé sur Pierre Robert* [permanent national chargé de la sidérurgie — NDLR] *Il a eu l'air de ne rien savoir d'un nouveau plan de réduction de la production. »* Il ignorait, leur a-t-il dit, tout de la nouvelle limite du 30 juin...

En fait, l'hypocrisie d'une telle attitude fait peine à voir : ce même dirigeant de la FGM affirmait avec force, il y a quelques mois, qu'un nouveau plan, beaucoup plus bas, était en préparation, et le défendait comme « réaliste et nécessaire ».

Ceux de Sedan et leurs camarades des trois autres fonderies (Saint-Chamond, Thionville, Berlemont) sont repartis convaincus qu'il valait mieux compter sur eux-mêmes pour se défendre. Ils se sont mis à préparer diverses actions dans le but de tisser des liens de mobilisation autour d'eux et de prendre des contacts avec les autres centres d'Usinor : *« Nous sommes depuis longtemps demandeurs d'une action d'ensemble, mais, depuis le 10 mai jusqu'à il y a environ deux mois,* explique l'un d'eux, *le discours dominant était de dire qu'il fallait attendre patiemment. »*

« Ne rien faire », c'est aussi la consigne de la fédération PCF depuis lundi matin. Elle divise les militants du parti. Mais la conséquence est immédiate. Depuis lundi, toute unité d'action CGT-CFDT est rompue à Usinor, compromise à Vallourec ; le 1er Mai à Sedan risque fort d'étaler la division.

A Longwy, ceux du service électrique sont en lutte sur leurs revendications : salaires, conditions de travail. En deux semaines, l'action s'est étendue au secteur électrique des trois usines (Rehon, Mont-Saint-Martin, Senelle). Cent cinquante travailleurs à la dernière assemblée générale. La direction a cherché à répondre par la menace. Un militant CGT, un délégué CFDT ont reçu une lettre les avertissant qu'une sanction leur serait notifiée le vendredi 22. La CGT et la CFDT ont appelé en commun à manifester ce jour-là devant les bureaux de la direction pour exiger la levée des sanctions. La direction a reculé et les sanctions ont été bel et bien levées. Mais les revendications restent, et les menaces patronales — *« l'avenir de l'emploi est condamné »* — montrent, si besoin est, que rien n'est réglé.

Une chose est certaine : les prochaines semaines seront de nouveau marquées par des luttes dans la sidérurgie. L'enjeu, pour imposer au gouvernement l'abandon du plan de licenciements, est de parvenir, sur la base des actions en cours, à une réelle coordination, contre les suppressions d'emplois et contre l'application du plan acier européen.

P. R.

FAIENCERIES HENRIOT QUIMPER

L'emploi sous surveillance ouvrière

LES travailleurs des Faïenceries Henriot, à Quimper, occupent l'entreprise depuis le dépôt de bilan du 8 avril. Ils ont continué à produire sous contrôle ouvrier pour empêcher les licenciements (cf. *Rouge* du 22 mars).

« Nos interlocuteurs, déclarait leur syndicat CGT le 21 avril, *sont à la fois la direction de l'entreprise assistée du syndic et les pouvoirs publics locaux ou nationaux. Malgré les provocations de dernière heure (communiqué de la direction), une négociation avec le syndic et le juge commissaire a permis d'aboutir à une trêve provisoire. Pendant cette période, le syndic fait procéder à une nouvelle étude de l'entreprise et suspend toute décision de licenciement, procède aux approvisionnements en matière première, règle les salaires et accomptes.*

« De son côté, le personnel ouvrier, qui compte faire débloquer le dossier par le ministère de l'Industrie et de la Culture, maintient une surveillance ouvrière et des actions de lutte, mais suspend provisoirement toute initiative de gestion directe. L'inertie des pouvoirs publics n'a pas permis d'éviter le dépôt de bilan et la déclaration de guerre. Il serait temps que les responsables en tout genre profitent de ce cessez-le-feu pour débloquer la situation et trouver une issue positive. »

Le patron avait lancé un ultimatum pour vendredi 22, il voulait *« rentrer dans l'entreprise »*. Les travailleurs ont voté, 130 voix sur 135 votants, pour le lui refuser, l'estimant « incompétent ».

Après un conseil municipal extraordinaire imposé par les travailleurs, leur syndicat CGT fait de nouvelles propositions pour *« lever toute équivoque »* : *« Une prise de participation publique au capital de l'entreprise, une convention entreprise-pouvoirs publics sur un plan immédiat de soutien et la recherche de marchés et débouchés pour enrayer dès cette année la chute des ventes* (...) *un plan social permettant d'adapter le volume de la production au volume des ventes sans casser le capital de qualification et de savoir faire ouvrier. »*

La mobilisation est forte, pour maintenir l'emploi aux Faïenceries Henriot.

Correspondant

CENTRE DE TRI PTT-TOULOUSE

L'extension de la grève était possible

• Interview de deux militants de la section CFDT, animateurs de la grève . Sept semaines de grève et des revendications satisfaites

• Pouvez-vous rappeler brièvement les origines du conflit ?

— Ce conflit s'explique avant tout par les reculs incessants du ministre des PTT en matière de réduction du temps de travail dans les centres de tri. Malgré les promesses plusieurs fois répétées, en juin 1982, en décembre 1981 et à nouveau en juin 1983, malgré la mise en place d'une commission chargée d'une étude, rien n'a avancé. Le conflit s'explique ensuite par des considérations locales. Confrontés au transfert du bureau-gare vers un centre de tri automatique, à dix kilomètres de distance, nous avons voulu, avant d'entrer dans de nouveaux locaux, régler les problèmes revendicatifs. Les postiers des bureaux-gare ont été bernés déjà une fois par des promesses dans une histoire de transfert de locaux et ils ont dû ensuite lutter dix ans pour être « alignés » sur les bureaux-gare de Paris. On ne nous y reprendra pas. Cependant, si un accord local est intervenu sous la pression de la mobilisation, bien des questions ne sont pas réglées, notamment sur les effectifs au transbordement.

• Quel bilan tirez-vous de trente-sept jours de lutte ?

— Quatre points doivent être soulevés. L'unité des sections syndicales est à la base de la force du conflit et de l'accord acceptable pour l'ensemble des travailleurs. L'unité syndicale est une tradition à Toulouse-gare, c'est la victoire des travailleurs contre tous ceux qui se sont mis en travers de la voie unitaire depuis des années. Deuxièmement, la forme de lutte décidée, une heure par vacation, a montré son efficacité ; elle a permis de tenir trente-sept jours. Troisièmement, le soutien des autres bureaux-gare s'est manifesté très rapidement, dans le refus de trier le courrier . Toulouse , Bordeaux et Montpellier ont été les premiers concernés. Ils ont refusé de briser notre grève. Enfin, sur le protocole d'accord, des revendications sont satisfaites : les 38 heures en jour par la suppression des vacations du samedi après-midi ; en ce qui concerne les nuits et les demi-nuits, les accords locaux vont dans le sens de nos revendications et de la réduction du temps de travail. Les effectifs, par contre, restent le point noir qui provoquera certainement d'autres conflits au transbordement.

• Et l'affaire de l'armée ?

— Face à la grève de Toulouse-gare et d'autres centres de tri, le ministre des PTT, en accord avec son collègue du ministère des Armées, a décidé de faire trier des lettres par la PCMC, poste des armées. Il faut voir dans ce geste le refus politique du ministre des PTT de négocier sur les revendications des grévistes.

• Est-ce que l'extension de la grève était possible ?

— Bien sûr. Il y avait suffisamment de bureaux-gare et CTA en grève pour étendre le conflit autour d'une plate-forme commune : réduction du temps de travail, modernisation sans restriction des effectifs. Mais, pour cela, il fallait un appel des fédérations qui n'ont pas voulu le faire. Et les grèves ont continué, chacune dans leur coin. Les négociations sérieuses ont commencé dans la semaine où les grèves se sont le plus développées. En cédant partiellement à nos revendications, le ministre a voulu désamorcer un conflit qui tendait à se nationaliser. Sauf que, en cédant en partie à nos revendications, il incite les autres bureaux-gare à lutter pour obtenir ce que nous, nous avons obtenu. Une lutte plus massive dans le secteur n'est pas à exclure.

• Les patrons se sont agités contre cette grève. Comment avez-vous contré leur propagande ?

— Agités, c'est le terme qui convient. Ils ont bien essayé d'acheminer leur courrier eux-mêmes, mais ça été un fiasco. De plus, ils préparaient une manifestation. Mais, ce qui est vrai, c'est qu'il n'y avait aucune riposte unitaire sur la ville contre les agissements des patrons. Au lendemain du conflit, ils ont félicité le gouvernement de n'avoir pas cédé sur les 35 heures. Nous avons répondu par un long communiqué dans la presse locale, dont voici un cours passage : *« Nous pensons plutôt que certains de ces chefs d'entreprise donneurs de leçons ont saisi cette occasion pour poursuivre leur campagne de lutte politique et de sabotage économique sous le doux masque de l'angélisme persécuté. Messieurs les patrons, dans cette affaire, vous n'avez pas travaillé ou fait pression pour le service public ou l'intérêt général, mais, comme d'habitude, pour vos propres intérêts, en obtenant des reports d'échéance gratuits, des découverts sur vos comptes en banque et des facilités de crédit. Vous avez, sous le faux prétexte de retard du courrier, masqué une nouvelle fois vos propres carences de gestion. »*

Propos recueillis par nos correspondants

Centres de tri PTT: Vannes, Rouen les postiers durcissent le ton

Comme l'expliquent les postiers de Toulouse dans l'interview publiée en page cinq de ce journal, face aux attaques contre les conditions de travail, aux menaces de suppressions d'emploi, la lutte d'ensemble dans les centres de tri PTT est possible. Contre les conséquences des plans d'austérité, les postiers, eux, sont prêts à la mobilisation comme à Vannes ou à Rouen. Les fédérations syndicales doivent organiser cette action : attendre, c'est cautionner, avaliser l'austérité et les suppressions d'emplois !

« L'action a payé », titre le tract unitaire CGT-CFDT, distribué le 15 avril au centre de tri de Vannes. *« Depuis cinq semaines, les agents du centre de tri étaient en grève... »* L'administration voulait mettre en place une nouvelle organisation dégradant les conditions de travail (organisation des services, jour et nuit) : *« Elle a tout essayé, a compté sur le pourrissement de l'action, elle a tenté d'opposer les agents entre eux (manutention et service général nuit et jour...). »*

Peine perdue car *« l'action a payé. Certes, des revendications demeurent, mais la détermination du personnel a permis d'aboutir sur l'essentiel ».*

« Les postiers du centre de tri de Rouen sont entrés dans leur huitième semaine de lutte en même temps que l'administration annonçait officiellement huit suppressions d'emplois (Rouge du 8 avril) ». Récemment encouragés par les victoires de Toulouse-gare et de Vannes-centre de tri, les agents du centre de tri de Rouen ont décidé de durcir leur mouvement. De nouvelles formes de lutte plus efficaces ont été décidées en nuit, le jour devant faire une demi-journée de grève ce vendredi.

SNES ET SNI-PEGC : Grève nationale le 9 mai dans les collèges et lycées

La rentrée de septembre 1983 s'annonce difficile dans l'enseignement secondaire. Si 7 000 postes nouveaux d'enseignants ne sont pas créés d'ici là, les effectifs dans les classes seront en moyenne plus élevés qu'ils ne l'étaient en 1981 à l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Le ministère s'en tient pour l'instant à une politique de redéploiement entre établissements. Il est déjà acquis que des enseignements (de langue, en particulier) seront supprimés.

L'austérité budgétaire, confirmée pour 1984, ne laisse pas espérer un retournement de la politique gouvernementale. Il n'est donc pas trop tôt de s'y opposer par la grève nationale demandée depuis plusieurs mois par de larges secteurs syndicaux.

Licencié d'Usinor, embarqué par les flics !

Frantz Flatischler a été licencié d'Usinor-Dunkerque en juin, à la suite d'une grève contre un accident de travail qui avait fait deux morts. Il est secrétaire du Syndicat des travailleurs en lutte, que la direction d'Usinor ne veut pas reconnaître dans l'entreprise.

Il est en grève de la faim depuis vingt-deux jours pour obtenir sa réintégration ; il était allé attendre dans une caravane l'arrivée de François Mitterrand à l'aéroport de Calais. Les flics sont venus « débarrasser le terrain » pour l'arrivée du président. Il a été violemment embarqué dans une voiture de police qui l'a déposé en rase campagne !

Questions aux militants du PC

IL suffit de discuter, dans les entreprises et les quartiers, avec les militantes et les militants communistes pour savoir que nombre d'entre eux s'interrogent, sont en désaccord avec la politique gouvernementale et refusent l'austérité.

D'ailleurs *l'Humanité* a consacré de longs articles pour répondre à la « grogne » des militants, et Marchais, dans son rapport au Comité central, a reconnu : *« Les communistes, tout en approuvant massivement l'attitude de leur Parti face à cette question, ont exprimé leur mécontentement devant le contenu des mesures gouvernementales. »*

Ralite (PC) et Bérégovoy (PS) :les couleuvres de la solidarité sont dures à avaler

Soutenir ou refuser l'austérité ?

De la part de Marchais, de tels propos n'ont pour but que de noyer le poisson. En jouant de quelques astuces. La première est de dire que la direction du PCF ne se prononce pas sur les seules dernières mesures, mais sur la politique durant deux ans. En se gardant bien d'un bilan complet de cette politique, qui l'obligerait à expliquer les raisons du mécontentement des travailleurs, qui s'est traduit lors des municipales, et dont le BP a dit qu'il tenait à ce que les travailleurs n'avaient pas vu changer la situation.

La seconde consiste à ne pas porter un jugement clair sur les mesures gouvernementales, en expliquant qu'elles sont amendables, en maintenant la fable de la « rigueur » qui ne serait pas austérité, et en centrant la critique plus sur la procédure des ordonnances que sur le contenu de celles-ci.

Ce qui ressort de ces explications embarrassées c'est qu'elles sont autant de manœuvres pour se dédouaner par rapport au mécontentement des travailleurs et des militants, des alibis qui cachent mal un soutien fondamental aux mesures d'austérité.

Un soutien qui est contradictoire avec les positions de principe affichées par ailleurs. Selon lesquelles la crise est celle du capitalisme, par rapport à laquelle le PCF préconiserait une politique en rupture avec l'austérité. Marchais explique : *« C'est pourquoi nous réclamons la progression du pouvoir d'achat des petits et des moyens salaires, et le maintien de celui des salaires couverts par les conventions collectives et les statuts. Inversement, demander plus aux grandes fortunes permet de gâcher moins de ressources, et de créer plus d'emplois productifs. »*

C'est-à-dire une analyse et des propositions qui sont en contradiction avec l'attitude du gouvernement. Un gouvernement qui explique qu'il n'est pas possible de mener une politique différente de celle des autres gouvernements occidentaux, sous peine d'aggraver le déficit du commerce extérieur. Et qui a décidé un plan économique qui va se traduire par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, une remise en cause de la Sécurité sociale, un accroissement du chômage et une aggravation de la récession économique.

Ou la défense de positions officiellement revendiquées, de défense des intérêts des travailleurs et de refus de l'austérité. Ou l'approbation des mesures gouvernementales. Il n'est pas possible de ne pas se prononcer clairement pour l'une ou l'autre de ces orientations.

Et se prononcer clairement contre l'austérité, cela ne peut vouloir dire qu'une chose :organiser la mobilisation unitaire des travailleurs pour faire obstacle à l'application de ces mesures. Tout le monde est conscient que tel est le seul moyen pour enrayer ce qui est engagé.

Car ce qui est engagé, c'est une politique qui ne peut qu'affaiblir la classe ouvrière, favoriser les exigences croissantes de la droite et l'aider à préparer son retour.

A l'inverse, une mobilisation des travailleurs commencerait à créer les conditions d'une autre politique, réellement au service des travailleurs.

Pactiser ou rompre avec le capitalisme ?

Confrontés à la crise de leur système, les capitalistes cherchent à faire payer celle-ci aux travailleurs qui, de ce fait, subissent chômage, baisse du pouvoir d'achat, attaques contre les acquis gagnés par la lutte. *« La source des difficultés,* déclare Marchais, *des contradictions, des blocages qui affectent la formation sociale française, doit être recherchée au sein même du système régissant notre société : le système capitaliste. »* Cela signifie qu'il n'est pas possible de lutter contre le chômage et l'austérité si l'on refuse de s'attaquer aux intérêts capitalistes et de remettre en cause la loi du profit.

Telle est bien, une nouvelle fois, la leçon qu'il faut tirer de la politique actuelle : au nom du compromis avec le patronat, du respect des alliances et des institutions internationales dont la France est partie prenante, le gouvernement, de concessions en concessions, en est venu à s'aligner sur les exigences des milieux financiers internationaux et à capituler devant les diktats du CNPF.

Or, au nom de « l'économie mixte » et du « socialisme pas à pas », la direction du PCF développe une orientation qui ne se différencie pas fondamentalement de cette orientation.

Lorsque Marchais parle de « socialisme », il s'agit de celui qui existerait en URSS et dans les pays de l'Est ; pour souligner que ceux-ci échappent à la crise. En oubliant, au passage, que ces pays connaissent une crise économique spécifique et des problèmes dont témoigne la situation en Pologne. Ainsi Marchais garde un silence peu reluisant sur la lutte des travailleurs polonais contre la dictature bureaucratique, c'est-à-dire contre une caricature monstrueuse du socialisme.

Et il garde aussi le silence sur ce que pourrait et devrait-être, en France, un véritable combat pour le socialisme. Car les niaiseries sur le « socialisme pas à pas » ne servent qu'à justifier une politique qui refuse de se situer dans une perspective anti-capitaliste. Et qui, de ce fait, participe d'une politique qu'il faut bien appeler par son nom : une politique de collaboration de classes.

Quelles perspectives ?

Depuis le 10 mai, la droite s'est mobilisée et a occupé la rue, ce qui lui a permis de marquer des points et de remporter un certain succès aux municipales. Mais, du côté du mouvement ouvrier ? Jusqu'à ce 1er Mai, aucune mobilisation unitaire, aucune manifestation de rue. Quant aux syndicats, apparaissant trop comme ne voulant pas défendre les revendications les plus fondamentales des travailleurs, ils ont continué à s'affaiblir. Et les nouvelles mesures d'austérité vont accroître, parmi les travailleurs, désillusion et démoralisation. Où peut conduire une telle situation ? Tout le monde le sait : à l'échec !

Pour redresser la barre, il faut un large et profond débat parmi les travailleurs, qu'ils soient communistes, socialistes, syndicalistes CGT, CFDT, FO, FEN, ou qu'ils soient inorganisés.

Un débat militant, qui soit autre chose que ce que propose la direction du PCF : *« Partout, aller vers les gens »* ! Pour leur dire quoi ? Que la direction du PCF a raison, que la ligne du 24e congrès est juste et que la politique d'austérité doit être soutenue ?

Non, ce qu'il faut c'est un véritable débat, à tous les niveaux, y compris à la base, dans les entreprises. Pour discuter, ensemble, de comment agir pour barrer la route au retour de la droite, de quelle politique il convient de mettre en œuvre pour réaliser le changement, de comment il convient de s'organiser pour exiger le retrait des ordonnances d'austérité.

Ce débat là est nécessaire et urgent. C'est ainsi qu'il sera possible de décider, dans l'unité, de quelle mobilisation il convient d'organiser pour que l'expérience engagée le 10 mai ne finisse pas en une nouvelle faillite.

Francis Sitel

La paix et le désarmement

LE chapitre trois du rapport de Marchais est consacré à la *« lutte pour la paix et le désarmement »*. Question importante dans la mesure où le PCF sait que, sur ce terrain, il est en mesure d'affirmer ses propres positions et de trouver un large écho. D'où le soutien ferme apporté au mouvement antiguerre et la volonté d'engager des mobilisations. *« L'année 1983 ne doit pas être l'année des missiles. Il faut les limiter et les réduire, tous. »*, a déclaré Marchais, qui a conclu cette partie de son rapport par un appel à assurer le succès de la marche pour la paix du 19 juin à Paris.

En même temps, il s'agit d'une question délicate où, contradictoirement, se trouvent mises à l'épreuve et l'alliance avec le PS et la solidarité avec l'URSS.

Marchais s'est donc efforcé de souligner que l'attitude du PCF est conforme à l'accord de gouvernement signé avec le PS : *« Cette attitude est d'ailleurs pleinement conforme à l'accord signé, en juin 1981, avec le Parti socialiste... »* Précisant : *« Le Parti communiste français tient à réaffirmer son attachement aux engagements avec le Parti socialiste. »*

Avec habileté, et non sans malice, Marchais a d'ailleurs tenu à souligner parmi les prises de position positives celle du *« congrès de l'Internationale socialiste qui propose, de manière très raisonnable que, si les négociations de Genève ne parviennent pas à un accord sur les missiles cette année, ils se mettent d'accord pour poursuivre la discussion sans installer les nouveaux missiles américains »*. On sait, en effet, que le PS français s'est abstenu sur ce texte, estimant qu'en l'absence d'un accord, la décision de l'OTAN devrait être appliquée à la date prévue.

Par ailleurs, en expliquant que les réductions d'armements doivent se faire *« sur la base des principes de l'égalité et de la sécurité égale »*, Marchais a usé d'une notion que, dans *le Monde*, Michel Tatu caractérise de *« typiquement soviétique »*. La formulation de *« sécurité égale »* signifiant pour les soviétiques, d'une part, que l'installation en Europe des Pershing, à quelques minutes de l'URSS, déséquilibre le rapport des forces en défaveur de l'URSS qui, par rapport aux USA, ne dispose pas d'une capacité égale ; et, d'autre part, que l'URSS doit disposer d'autant d'armement que tous ses adversaires, tous membres de l'OTAN, pris ensemble. Deux interprétations qui, bien évidemment, ne sont pas du goût des gouvernements ouest-européens.

Jeannette Thorez-Vermeesch

AU moment où la direction du PCF se trouve amenée à défendre une politique ouverte d'austérité, J. Thorez-Vermeesch a sans doute jugé que la situation était favorable à l'affirmation des positions qu'elle a toujours défendues. Et qui sont celles héritées directement du passé le plus stalinien du PCF.

Mais, aujourd'hui, beaucoup de militants se trouvent dans l'impossibilité concrète de défendre réellement la politique du gouvernement. Car ce n'est pas la défendre que de se contenter de répéter qu'il ne faut pas attaquer le gouvernement pour ne pas faire le jeu de la droite. Et, du coup, il n'est pas impossible que ces positions rencontrent un écho et apparaissent comme une « politique de rechange ». C'est bien ce à quoi travaille Thorez-Vermeersch avec sa *« deuxième lettre au comité central »* et ses interventions dans les médias.

Son argument fort est celui de la dénonciation de la politique gouvernementale comme étant *« une pure et simple gestion social-démocrate »*. Argument qui signifie que la direction du PCF sombre dans *« l'opportunisme »* en étant partie prenante d'une politique de collaboration de classes. D'autant que cette même politique gouvernementale est dénoncée comme une *« surenchère atlantiste »*.

Face à ces attaques, Marchais ne pourra pas se contenter de seulement répondre, comme il l'a fait dans son rapport au comité central, que ces idées sont *« en rupture totale avec la stratégie que notre parti a démocratiquement définie lors de ses derniers congrès »*.

F. S.

COMITE CENTRAL DU PCF

L'introuvable participation critique

LE comité central qui s'est tenu les 19 et 20 avril était attendu. Il s'agissait de tirer le bilan des élections municipales, marquées par une confirmation supplémentaire du déclin du PCF, et aussi de définir la position officielle du parti par rapport au nouveau gouvernement Mauroy et au plan d'austérité qui est au cœur de sa politique.

Après l'esclandre des députés communistes laissant entendre qu'ils pourraient ne pas voter la loi d'habilitation des ordonnances, un certain climat de dramatisation avait précédé ce comité central. Entretenu par les rumeurs sur une possible mise à l'écart, à terme, de Marchais. Tandis que Fiszbin, d'un côté, Jeannette Thorez-Vermeersch de l'autre, engageaient un tir croisé contre la direction du parti, et qu'à nouveau fleurissaient les « contributions critiques ».

Solidarité gouvernementale confirmée

Le long rapport, présenté par Marchais lui-même, avait pour fonction, non pas d'apporter des éléments nouveaux, mais de remettre les choses à leur place en reconfirmant l'orientation qui est celle du PCF. Orientation de participation au gouvernement et de respect de la solidarité gouvernementale. *« Aucune fédération, aucune section, aucune cellule*, a souligné Marchais, *n'a remis en cause notre participation au gouvernement. »*

Phrase clé, dans la mesure où ce comité central avait été précédé, sur la base d'un texte cadre du bureau politique, d'une « consultation » des militants et d'un « large débat » au sein du parti.

Il n'est pas neutre que, face a la « grogne » des militants, aux critiques de certains ex-dirigeants et aux interrogations qu'avait pu faire naître l'attitude du PCF face aux ordonnances, le secrétaire général se revendique de l'unanimité du parti tout entier pour confirmer que le choix de la participation gouvernementale ne saurait être remis en cause. Optimisme qui l'autorise, sur la lancée, à tracer une analyse réconfortante des résultats des municipales. Ceux-ci étant interprétés comme marquant *« un début de remontée de l'influence »* du PCF, le recul de la gauche étant principalement imputable au *« fléchissement assez sensible du PS »*. Et de valoriser le bilan de la politique gouvernementale depuis deux ans : *« Nous n'avons nullement à rougir du bilan de ce gouvernement, bilan auquel nous avons pris toute notre part ».*

Réserves et critiques...

Fanfaronnades qui cachent mal les embarras de la direction du PCF et les difficultés qu'elle rencontre dans l'application d'une orientation qui se voudrait de *« participation critique ». « L'appréciation positive que nous portons sur l'action du gouvernement de gauche*, explique Marchais, *n'estompe pas la portée des réserves et des critiques que nous formulons à propos des mesures qu'il vient de prendre. »*

Marchais se dit amateur de « couleuvres », lorsqu'il s'agit de commenter les nationalisations et la retraite à soixante ans, mais son gosier se fait plus délicat lorsqu'il faut avaler les dernières ordonnances.

Car, là est le vrai bilan du gouvernement et, par conséquent, celui de la direction du PCF. Le plan d'austérité constitue, en effet, un démenti cinglant de ses explications autojustificatives. Lors du 24e Congrès, elle a expliqué que l'échec essuyé par le PCF était la conséquence du *« retard stratégique »* de 1956, qui l'aurait empêché de saisir l'actualité d'un socialisme réalisable *« pas à pas »*. Depuis, elle explique que le gouvernement de gauche applique une politique qui, malgré ses limites, *« va dans le bon sens »*.

A l'heure où ce gouvernement se lance dans une politique brutale de baisse du pouvoir d'achat et de remise en cause des acquis des travailleurs, c'est une double question qui se trouve posée aux militants communistes. Comment admettre qu'une telle politique est une « bonne politique » ? Comment croire qu'elle ouvre la voie, ne serait-ce que timidement, à la réalisation du socialisme ?

Les contorsions de Marchais, et les pseudo sondages auprès des militants, ne sauraient escamoter ces questions. C'est un vrai débat, sans faux-semblants ni entourloupes, qui est à l'ordre du jour entre tous ceux qui ne sont pas prêts à saboter l'espoir du 10 mai, ni à accepter d'un gouvernement de gauche une politique qu'ils avaient combattue venant d'un gouvernement de droite

Francis Sitel

Remous dans la direction du PS

« Il n'y a pas une politique du ministre de l'Economie et des Finances : c'est la politique du gouvernement. C'est également celle du président de la République. » Dans une interview au *Journal du dimanche*, Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale et homme de confiance de Mitterrand, veut visiblement mettre un peu d'ordre dans les débats qui ont secoué publiquement la direction du PS ces dernières semaines.

Les dirigeants socialistes n'ont pas donné l'impression de soutenir comme un seul homme « le plan Delors », même si tous l'ont voté. Le CERES n'avait pas mâché ses mots. Mais c'est l'intervention de Christian Goux, proche de Mitterrand et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui fit le plus de bruit. D'autant que c'était lui qui avait parlé au nom du groupe parlementaire socialiste... pour justifier le vote des ordonnances.

C. Goux défendit publiquement une politique opposée à celle de Delors : maintien d'une croissance, développement de la consommation intérieure, protection du marché français, maintien du blocage des prix et des salaires. La riposte de Delors ne tarda pas : devant le Sénat, il traita ses détracteurs d'*« économistes de bazar »* ! Motchane, du CERES, se contenta, alors, d'ajouter que Delors *« se trompe depuis deux ans »*.

Tempête dans un verre d'eau qui se calmera vite ? Rien de moins sûr. Certes, la solidarité gouvernementale joue dans la direction du PS. Mais derrière ces prises de bec, il y a la préparation du congrès du PS. Il y a aussi les difficultés que rencontre déjà le plan du gouvernement. Non seulement les mesures sont largement impopulaires, mais le maintien de la hausse du Dollar risque, au dire même de Delors, d'entraîner son échec...

Un bréviaire pour l'austérité

•François de Closets dans son livre « Toujours plus » range les employés d'EDF et le PDG de la CGE dans le même sac : des privilégiés !

VENDU à plus de six cent mille exemplaires, en tête des best-sellers depuis près d'un an, l'ouvrage de De Closets est particulièrement révélateur des tentatives de conditionnement idéologique menées actuellement. Au-delà du succès de librairie, les thèses qui sont exposées servent aujourd'hui de référence aux apôtres de l'austérité — pourvu qu'elle soit équitable ! — qui peuplent ies cabinets ministériels et la direction de la CFDT.

Tous privilégiés ?

Pour remettre en cause la légitimité des « avantages acquis », de Closets a pourtant choisi une méthode particulièrement grossière : l'amalgame. L'essentiel de l'exercice auquel se livre l'auteur est simple : faire le tableau des « inégalités », des « privilèges », et mettre ainsi dans le même sac les employés d'EDF ou de la Caisse d'épargne... et Ambroise Roux, P-DG de la CGE (un milliard de centimes de revenu annuel), sous prétexte qu'*« il existe une continuité d'attitude, à cet égard, depuis la prime mensuelle de 20 F jusqu'aux plus hautes charges à 100 000 F par mois »*. Ben voyons !

On a donc droit à un panorama des divers avantages en nature (baptisés FNM : *« facteurs non monétaires »*, ça fait plus scientifique...) relatifs aux différentes professions et corps de métier. Ce qui vaut au lecteur, pourquoi le cacher, quelques pages assez succulentes sur certains exemples de parasitisme social (notaires, trésoriers payeurs généraux, greffiers de tribunaux de commerce, etc.).

Mais cela ne saurait masquer l'objectif de F. de Closets : sous le noble prétexte de jouer la tornade blanche qui débusque les privilèges, il s'agit en réalité de faire disparaître la classe dominante du panorama, de dresser les salariés les uns contre les autres et de les culpabiliser par la description de la situation des travailleurs précaires ou des chômeurs. Devant l'image poignante des exclus ainsi brossée par de Closets, il devient du plus mauvais goût de vouloir défendre son pouvoir d'achat ou ses droits ! Pire, c'est du « corporatisme ». Car il va de soi que *« l'économie française ne saurait supporter l'alignement de tous sur les plus favorisés »*.

Une étude du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) est abondamment citée. Mais c'est pour montrer que les riches ne sont pas si riches que ça ! Et que, *grosso modo*, *« le partage de l'argent est en cours de solution et qu'il est temps de passer au chapitre suivant »*. Les chiffres sont pourtant explicites. 5 % de la population française possède 68 % des actions boursières, 48 % du capital des entreprises, 45 % des logements, 48 % des bureaux loués, 38 % des terrains non bâtis et 100 000 familles possèdent en moyenne dix millions de francs (un milliard de centimes...) !

Est-il besoin de préciser que cette catégorie sociale ne se recrute ni parmi les agents d'EDF ni parmi le personnel des Caisses d'épargne ?

Contre les acquis ouvriers

Les luttes menées dans de nombreuses entreprises en février 1983 pour la compensation intégrale de la trente-neuvième heure n'ont, bien sûr, aucune excuse pour notre « nouveau sociologue ». Ce ne sont là qu'*« ergotage »* et *« petites pustules de l'intérêt corporatiste »*... Autant d'expressions qui montrent un profond mépris pour la classe ouvrière.

Si l'on excepte certaines situations dues à des causes historiques ou au contrôle restrictif de l'embauche (numerus clausus), il est bien évident que les meilleurs statuts sont le produit de concessions arrachées au patronat ou à l'Etat, par la lutte. Pas du tout, répond de Closets. Ce qui compte pour une profession, c'est la *« capacité de nuire »* ! Les intéressés (contrôleurs aériens, électriciens, employés des banques ou des services publics) apprécieront !

Au fond, ce qui choque monsieur de Closets, ce ne sont pas les privilèges, mais les privilèges injustifiés.

Par exemple, le profit retiré par les créateurs d'entreprises est un privilège justifié. *« Du point de vue de l'utilité sociale, il n'est pas de fonction plus importante que la création d'entreprises. »* Il est normal que les « créateurs d'entreprises », qui prennent des risques — c'est bien connu —, en soient récompensés. Et l'on nous refait le coup du petit inventeur qui se met à son compte, développe son entreprise grâce à son dynamisme et à son travail, crée des emplois, etc.

Et les autres ? Leur sort est rapidement réglé : *« Restent tous ceux qui, bien sagement, choisissent de s'insérer dans des structures préexistantes : les salariés. Il paraît naturel que leurs espérances de gain soient aussi limitées que les risques qu'ils ont accepté de prendre. »*

Ainsi, de Closets passe de la dénonciation des privilèges à l'apologie de la libre entreprise et du capitalisme. Car, c'est bien connu, on ne saurait échapper à l'économie de marché, qui est synonyme d'efficacité. Dans ces conditions, *« il faut tout faire pour favoriser les candidats à la fortune capitaliste »* et *« légitimer le profit »*.

La planification est une absurdité. Les nationalisations, la garantie de l'emploi ? Un malentendu : *« Toutes les enquêtes, toutes les réactions, toutes les informations prouvent qu'à leurs yeux la nationalisation implique la garantie de l'emploi. C'est un malentendu lourd de menace : on sait déjà que les entreprises nationales devront comprimer leurs effectifs dans un certain nombre de secteurs et qu'il ne sera pas toujours possible d'utiliser la méthode douce.* (...) *Il en irait différemment si l'on avait clairement posé le principe de préserver la rentabilité sans procéder à des licenciements, si l'on accepte de voir diminuer les rémunérations. »* Et revoilà les nouvelles solidarités...

Au bout de 329 pages, le masque est bien tombé. Le discours de F. de Closets n'a rien de très original. C'est celui de tous ceux qui, face à la crise capitaliste, ne trouvent qu'une seule solution : imposer les sacrifices aux salariés pour sauver le système d'exploitation responsable de la crise.

N'en doutons pas, pour ces gens-là, les travailleurs auront « toujours trop » !

François Duval

UNIVERSITES

Mobilisation contre la réforme Savary

Depuis plus d'une semaine, l'université dans son ensemble occupe l'avant-scène de l'actualité. C'est que la réforme de Savary de l'enseignement supérieur a été adoptée par le gouvernement qui s'apprête à le faire voter par le Parlement.

Sa principale originalité est de s'inscrire dans le cadre de la formation professionnelle pour les jeunes, tant vantée par Mitterrand et d'actualiser la gestion de l'austérité à l'université. Ainsi les portes des facultés s'entrouvrent aux patrons pour qu'ils déterminent les programmes, qu'ils dispensent l'enseignement, qu'ils soient associés à l'administration. On leur propose même d'adapter la recherche à leurs besoins puisqu'on envisage sa commercialisation. Pour les étudiants, cela veut dire explicitement que la formation et les capacités d'accueil des différentes filières seront fonction des débouchés sur le marché de l'emploi. L'entrée dans les deuxième et troisième cycles sera contrôlée par un concours ou par l'examen du dossier scolaire. Bref, le changement tire en arrière.

Informés du vote prochain de cette loi, les étudiants se sont inquiétés à la rentrée des vacances et ont commencé à s'intéresser de plus près à cette nouvelle réforme. La droite monte au créneau tout de suite et s'appuie sur Assas en grève pour parler d'un Mai 68 à l'envers. Dans un certain nombre d'universités, le CELF et l'UNI, officines de la réaction bien connues, s'agitent. Dans la plupart des cas, elles se sont confrontées à l'activité menée sur la réforme depuis plusieurs mois par d'autres types de militants, principalement JCR, comme a pu le remarquer à plusieurs reprises *le Figaro*.

Dans la quasi totalité des universités, depuis une semaine, se déroulent des réunions d'information, des assemblées générales. Souvent la droite intervient. Elle n'a que faire des revendications mais elle tente de tout focaliser contre Savary. Parfois, elle se dit en accord avec les revendications défendues par l'UNEF-ID, contre la sélection et la main-mise des patrons sur l'université, comme par exemple à Caen et à Amiens. Mais d'autres fois, comme à Malakoff, elle avance le contraire.

Si on n'avait pas connu une telle agitation depuis 1976 sur les campus, jamais on n'avait vu les problèmes politiques se poser aussi crûment. La politique du gouvernement qui ne satisfait pas les revendications donne la possibilité à la droite de mener une vaste campagne politique. De l'autre côté, l'UNEF-Renouveau, dirigée par des militants de l'UEC, monte en ligne, partout où il y a des assemblées générales, pour défendre la réforme et pour soutenir le gouvernement. Elle a couvert la faculté de Jussieu d'affiches *« Oui à la réforme »*, et dans les assemblées générales, elle intervient sur la base du soutien à la professionnalisation.

Aussi une partie du milieu étudiant, impressionnés par la pression de la droite, mais également inquiets de l'orientation de la réforme, hésite. Il s'agit donc, dans les jours qui viennent, dans toute la France, de tout faire pour que se structure, s'exprime et se centralise un mouvement sur la base de revendications claires, pour le retrait du projet Savary. L'inaction devant l'offensive de la droite, c'est lui laisser le champ libre. C'est surtout laisser passer une réforme qui reprend tous les plans que le mouvement étudiant a toujours combattu.

Serge Emery

ETUDIANTS EN MEDECINES

Des revendications remettant en cause la médécine libérale

C'EST la question de leur formation que posent les étudiants en médecine en lutte. D'abord, ils refusent un examen en sixième année, récapitulant tout ce qui leur a été enseigné depuis la troisième (ECVO), accompagné d'un classement donnant accès aux stages de médecine générale de fin d'études (septième et huitième année, deuxième cycle). Le bachotage permanent serait légalisé au détriment de la formation pratique, acquise dans les stages, déjà bien insuffisante.

La loi Savary mettait ensuite en place une limitation des entrées (numerus clausus, voir encadré), en troisième cycle (spécialisations), à l'issue de cet examen.

Enfin, la réforme instituait un concours unique d'accès aux filières spécialisées (médecine générale, chirurgie, biologie, psychiatrie, santé publique et recherche). La note obtenue au concours déterminera la spécialité dans laquelle pourra s'inscrire l'étudiant.

Les conséquences de ces différents volets de la réforme sont aussi contraignantes pour le futur médecin, c'est la « sélection sans fin », qu'elles sont inquiétantes pour le futur malade. L'examen en sixième année privilégie les connaissances théoriques et la « mémoire », alors que bien des étudiants au sortir de la faculté de médecine sont déjà « sous-formés » en pratique, c'est-à-dire dans leur contact avec le malade qui sera le quotidien de leur carrière.

La limitation du nombre d'étudiants admis dans les facultés (numerus clausus) fait dépendre le nombre de médecins formés des décisions ministérielles, en accord avec la hiérarchie médicale (le Conseil de l'ordre entre autres !), et non des besoins populaires pour une bonne politique de santé (rappelons simplement au passage qu'il y a aujourd'hui moins de médecins par habitant en France qu'en Allemagne ou en Angleterre).

Le concours unique ouvrant la porte des spécialisations enfonce la médecine générale dans une « filière de l'échec ». Les « meilleurs étudiants » seront des spécialistes, les autres, c'est-à-dire le plus grand nombre, seront condamnés à la médecine générale. Celle que les travailleurs qui ont besoin de se soigner fréquentent le plus. C'est une pente qui mène à une médecine dévalorisée pour les couches populaires, et des filières sélectionnées pour ceux qui en ont les moyens.

Quelle médecine au service des malades ?

Les revendications des étudiants en médecine sont bien « contraires » à la logique de la réforme Savary-Ralite. Parce que les étudiants veulent choisir leur formation (même s'ils ne remettent pas en cause la nécessité du concours), parce qu'ils revendiquent un statut unique d'internes de troisième cycle, dans le cadre du service public, avec les mêmes responsabilités médicales, quelle que soit la spécialité. Ils exigent en fait une formation qui les confronte à la maladie au sein du milieu hospitalier, avant de se retrouver seuls face aux malades. Quelles que soient les traditions du milieu, ces revendications vont dans le sens d'une amélioration du service de santé, de prestation de soins. Il y a donc convergence d'intérêts entre eux et ceux qu'ils seront ... appelés à soigner, dans la grande majorité des cas : les travailleurs. Ce devrait être la base d'un accord entre ceux qui gouvernent au nom des travailleurs, et les étudiants en médecine en lutte. S'ils n'ont pas de traditions de lutte aux côtés du mouvement ouvrier, c'est évident, celui-ci devrait les interpeller en ce sens. Mais c'est là que le bât blesse. Il faudrait, dans ce cas, mettre en cause la médecine dite libérale. Cela, comme le réaffirmait récemment le ministre de la Santé, Hervé, *« il n'en est pas question »*.

Pourtant, la médecine libérale, rémunérée à l'acte, est directement soumise à la loi du profit. C'est le nombre d'actes et non la qualité des soins qui détermine le traitement du médecin. Les besoins des travailleurs en matière de santé sont absents du marché.

D'ailleurs, l'Ordre des médecins, dont la vocation est de défendre le statut libéral de la médecine, n'a jamais soutenu les revendications massivement exprimées par les étudiants. J. Barot, ancien ministre de la Santé de Giscard, avoue franchement, dans *le Généraliste* du 20 avril : *« Sur le fond, la réforme est bonne et nécessaire. »*

La réforme Ralite-Savary ne fait ni plus ni moins que garantir l'avenir de la médecine libérale et diviser la médecine en deux. Une formation approfondie pour les spécialistes qui soignent en grande partie les riches. Une formation moindre pour ceux qui soigneront les travailleurs dont l'on trouve d'ailleurs que la santé coûte toujours trop cher.

Seule la mise en place d'un grand service public de la santé, des médecins employés à la fonction et ne courant plus après les actes pour être mieux rémunérés, pourrait donner un cadre satisfaisant aux besoins sociaux en matière de santé. Ce devrait être la logique du mouvement ouvrier. Le gouvernement, lui, cède aux volontés de la haute hiérarchie médicale, en défense de la médecine libérale.

Les travailleurs n'y trouveront pas plus leur compte que les étudiants en médecine !

S. E., P. S. et A. R.

Numerus clausus pour l'austérité

Le but avoué de la réforme Veil, en 1979, était de *« réduire le nombre de prescripteurs pour réduire la consommation médicale »*. Moins il y a de médecins, moins les malades se soignent, moins cela coûte cher, en quelque sorte. Mais cette maîtrise des coûts de santé est dirigée uniquement contre le système de protection sociale. C'est le trop fameux leitmotiv, « baisser les dépenses de soins pour diminuer le déficit de la Sécurité sociale », qui préserve, par contre, le cadre de la médecine libérale. Le gouvernement maintient, par exemple, le fameux secteur à « honoraires libres » dans la convention médicale. La médecine pour les riches !

Le numerus clausus institué en première année de médecine limite le nombre d'étudiants en fonction de prévisions à moyen terme. Celui institué en sixième année permettra de décider pleinement combien de diplômes seront délivrés chaque année...

C'est une politique qui restreint le coût de la santé, c'est une des applications d'une politique d'austérité qui permet le contrôle du nombre de médecins et l'adapte aux fluctuations de la crise économique ! La bourgeoisie et la hiérarchie médicale en sont ravies. Les étudiants en médecine n'ont pas plus de raisons que les travailleurs de se féliciter de cet aspect-là des réformes gouvernementales.

Grèves dans les hopitaux

La nomination par le gouvernement d'une équipe de cinq médiateurs n'a, pour le moment, aucun résultat. Les internes et chefs de clinique ont voté la poursuite de leur grève.

« La situation est difficile », déclare le Docteur Terquem, l'un des médiateurs ; *« Il y a dix ans que l'on savait que cette explosion allait arriver et rien n'a été fait. »* La droite et les organisations corporatistes du milieu médical font monter la vapeur. Le syndicat de la médecine hospitalière (SMH), qui soutient la grève des internes et chefs de clinique, explique qu'*« il ne saurait participer au mouvement lancé à partir du 21 avril par certaines organisations syndicales qui loin d'apporter un soutien quelconque aux internes et chefs de clinique, tentent en fait de saboter leur mouvement, le dénaturer et s'en servir à des fins totalement étrangères à l'amélioration de l'hôpital et de la santé publique. »*

La revendication-clé du mouvement des chefs de clinique et internes, *« un statut unique du médecin hospitalier »* (voir *Rouge* du 22 avril), n'a pourtant pas besoin de cinq médiateurs pour être découverte : elle est évidente depuis le début du conflit.

Les hésitations du gouvernement facilitent les manœuvres de la hiérarchie médicale et de la droite, contre lui. Les médiateurs n'y changeront rien.

Libertés : un combat toujours actuel

•Le texte voté par les députés PS sur les contrôles d'identité est l'aboutissement d'une logique et un signal d'alarme

FAUX pas ? Maladresse ? La presse n'en finit pas de s'interroger sur les raisons qui ont amené, le 19 avril, les députés socialistes à adopter — dans le cadre de la discussion sur l'abrogation de la loi Peyrefitte — un article permettant aux policiers de prendre les empreintes digitales et la photographie de certains suspects lors des contrôles d'identité. Ce vote a provoqué de vives réactions comme celle du Syndicat de la magistrature : *« La gauche cède au fantasme sécuritaire. »* Quant à la Ligue des droits de l'homme qui réunissait son 63e Congrès les 23 et 24 avril, elle s'est adressé *« solennellement »* au gouvernement et au groupe dominant de l'Assemblée pour *« que ces dispositions ne se retrouvent pas dans la loi »*.

On comprend cette indignation. Le nouveau texte de loi légalise l'arbitraire policier, en autorisant, hors de toute procédure judiciaire, n'importe quel fonctionnaire à agir *« envers toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction »*. Quel passant — en particulier s'il a le teint mat ou les cheveux crépus — n'est pas susceptible de répondre à ces critères ? Surtout quand on sait qu'il suffit souvent d'un geste d'hésitation pour devenir aux yeux d'un flic un « suspect » en puissance. Combien sont-ils, ces procès-verbaux qui justifient une interpellation en ces termes : *« A notre vue, a marqué un temps d'arrêt »* ?

Le texte socialiste constitue en outre un encouragement à la multiplication des fichiers. Certes, l'article 78-1 de la loi d'abrogation stipule que toutes les pièces se rapportant aux vérifications doivent être *« détruites dans un délai de six mois »*. Mais on connaît les pratiques d'une administration qui n'a subi aucune transformation depuis le 10 mai 1981.

Quelles garanties existe-t-il que les fiches constituées ne seront pas reproduites avant d'être détruites conformément à la loi ?

L'ampleur des protestations a conduit le gouvernement à revenir sur sa décision. Une nouvelle formulation n'autorisant le fichage que dans le cadre d'opérations de police judiciaire sera soumis le 3 mai au Sénat. Il n'en demeure pas moins que ce qui s'est passé le 19 avril constitue un aboutissement et un signal d'alarme.

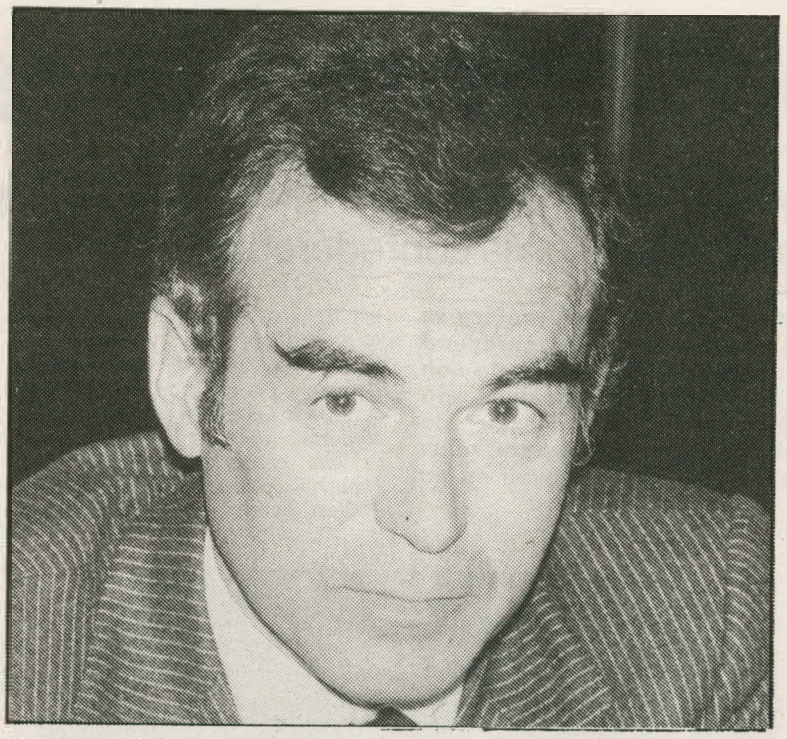
De recul en recul de la majorité...

Accédant au pouvoir, la nouvelle majorité a réalisé d'importantes réformes : abolition de la peine de mort et des juridictions d'exception, abrogation de la loi « anticasseurs »... Elle s'est immédiatement trouvée confrontée à la formidable pression des secteurs réactionnaires qui ont compris l'utilisation qu'ils pouvaient faire, en cette période de crise, de la peur existant dans une partie de l'opinion. Leur objectif est simple : créer un climat qui aboutira à la restriction progressive des libertés, en commençant par celles des catégories les plus « marginales » (immigrés ou jeunes par exemple) pour s'attaquer ensuite aux droits de tous ceux qui refusent les règles du système.

« Chez une grande partie de nos concitoyens, affirmait Robert Badinter devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme, *l'obsession de la sécurité l'a emporté largement sur la passion des libertés. »* Le constat est peut-être juste, mais il escamote l'essentiel : qu'a fait le gouvernement pour enrayer cette tendance ? Seule une politique résolue et volontariste d'extension des libertés et de prévention de la délinquance au détriment de la répression, pouvait faire, aux yeux de tous, la démonstration du caractère illusoire et démagogique des arguments « sécuritaires ». Le garde des Sceaux en donne la meilleure illustration quand il rappelle que la suppression de la peine capitale n'a pas vu s'accroître la grande criminalité : 31 policiers tués en 1979-1980, contre 20 seulement en 1981 et 1982.

... la droite se renforce

L'équipe au pouvoir a fait exactement le contraire. Elle a cédé à toutes les pressions de l'adversaire, cherchant à gagner ses faveurs et le concurrençant même sur son propre terrain. Prenant argument du terrorisme international, elle a créé un fichier informatisé qui comprendra 100 000 noms. Defferre et Franceschi n'ont pas hésité à défendre certains auteurs de « bavures » policières. Le droit d'asile est menacé et l'on a été jusqu'à mettre au pilon une brochure du secrétariat d'Etat aux Immigrés qui dénonçait les campagnes racistes.



Badinter : « L'obsession de la sécurité l'emporte sur la passion des libertés ». Mais qu'a fait le gouvernement pour inverser cette tendance ?

L'amendement sur les contrôles d'identité met en lumière la logique de capitulation sans fin dans laquelle se sont engagés nos gouvernants. C'est en effet le Sénat — dominé par l'opposition — qui, le 7 avril, a le premier autorisé la prise d'empreintes et de photographies. Avec l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les députés du PS n'ont ensuite fait qu'entériner, en les aménageant, les dispositions adoptées par leurs collègues du palais du Luxembourg. Le plus grave est peut être qu'aucun des membres du groupe, hostiles à l'article en question — dont le premier secrétaire du parti — ne se soit vraiment opposé à son adoption.

Le PS et le PC n'ont tiré aucun profit électoral de leur attitude, comme le montrent les dernières élections municipales. Pire, chaque concession en entraîne une autre, menaçant au bout de compte, d'annuler tous les effets positifs des premières réformes démocratiques. Henri Noguères, le président de la Ligue des droits de l'homme est, de ce point de vue, parfaitement fondé à dénoncer, dans son rapport d'orientation aux assises de ses organisations, les *« inévitables conséquences »* d'une *« idéologie sécuritaire »*. *« Elle entraînerait la remise en cause de toutes les conquêtes acquises depuis mai et juin 1981 (...) sans pour autant répondre au légitime besoin de sécurité des citoyens. »*

Chaque recul du pouvoir, chaque reniement au regard des engagements initiaux de la gauche, justifie les campagnes en faveur d'une société policière et renforce l'arrogance des forces que les mènent. Pour ne prendre que cet exemple, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) s'est largement félicité de la décision des parlementaires socialistes, saluant la *« volonté politique, assez nouvelle pour le gouvernement en place, de réprimer »*. Mais ce fut pour immédiatement exiger l'attribution de *« la qualification d'agent de police judiciaire à l'ensemble des fonctionnaires de police »*. Autrement dit, un élargissement démesuré de leurs pouvoirs.

« Tout est prêt, avertissait Badinter le 23 avril. *Monsieur Peyrefitte a eu le mérite de prévenir. Ce sera par voie d'ordonnances que tous les progrès réalisés disparaîtront dès le début »*. Ce qu'il oublia de dire, c'est que, comme dans le domaine économique et social, chaque capitulation de la majorité, sur le terrain des libertés, en désorientant ceux qui ont l'ont portée au pouvoir, permet aux Peyrefitte, Bonnet ou Poniatowski de refaire le terrain perdu il y a deux ans.

C'est pourquoi il convient de toute urgence de faire entendre unitairement la voix des défenseurs des libertés. Ce n'est que de cette façon que pourront être brisées les menées de la réaction, que sera donné un coup d'arrêt à la dérive des partis gouvernementaux et que seront conquis de nouveaux droits. L'épisode de l'amendement sur les contrôles d'identité ne laisse, sur ce point, aucun doute.

Chistian Picquet

MARSEILLE
Avec le front antiraciste

PENDANT la campagne municipale, les colleurs d'affiches de droite transforment les affiches de Defferre en le coiffant d'une chéchia, les affiches *« Nouveau Marseille »* (gauche) en *« Nouveau Alger »*.

Le ton monte. La gauche répond : *« Avec la droite : immigration sauvage. Avec la gauche : contrôle de l'immigration. »* Ces affiches honteuses resteront longtemps dans les mémoires. C'est à qui promet les plus longues files d'expulsions. Le climat devient étouffant. Dans les flambées racistes, Marseille avait souvent connu l'intimidation. Là, c'est, en plus, l'humiliation. Les racistes commencent à se sentir à l'aise : un attentat tue un enfant.

Au lendemain du second tour, la manifestation de protestation est interdite par Defferre ! Les 1 500 antiracistes rassemblés prennent cette interdiction pour un véritable défi. Une trentaine d'associations décident de constituer un « front antiraciste ». Leurs objectifs : créer un réseau d'urgence permanent, distribuer à la population une brochure antiraciste et s'adresser à la municipalité pour la sommer de prendre des mesures permettant une meilleure coexistence entre les communautés. Pour affirmer la présence d'un fort courant antiraciste à Marseille, l'organisation d'une grande manifestation était nécessaire.

Cette manifestation était un pari. Il est largement gagné. 2 000 personnes ont défilé sur la Canebière aux cris de *« Français-immigrés, égalité des droits »*, *« Attentats racistes, condamnez les assassins »*, *« Nous sommes tous des enfants d'immigrés »*.

Le front antiraciste a commencé sa campagne avec force. Il s'agit maintenant de l'élargir. Comme au lycée Nord, où en deux semaines s'est créé un comité antiraciste (avec plus d'une vingtaine de participants), formant son propre cortège dans la manifestation, projetant d'organiser une fête interculturelle.

Il faut aussi décider les organisations encore absentes à rejoindre ce front : nos camarades de LO et du Collectif immigrés, par exemple, la CGT, la FEN, le PS et le PCF. Pour ces deux partis, il sera difficile de se remettre dans les rails antiracistes après tant de concessions faites au racisme pendant les municipales. Il faut compter sur la mobilisation en cours pour les conduire à se prononcer.

Le PS fait de fracassantes déclarations *« marquant sa volonté inébranlable d'en finir avec les racistes en tout genre »*. La fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste a décidé de prendre l'initiative et *« de réunir les responsables des partis politiques, des syndicats, d'associations désirant participer à un collectif d'action contre le racisme »*. Bravo ! Le jour de la manifestation, des militants du PS défilaient... ils étaient quatre en tout !

Il serait temps de rejoindre le front antiraciste plutôt que de créer un collectif parallèle qui a peu de chances de servir à quelque chose. Ce front, lui, a déjà montré sa force pour rassembler et agir !

Correspondant Marseille

La guerre des arbres

La municipalité de Marseille demande à des artistes peintres de décorer à leur idée des grandes palissades de travaux. Bientôt surgit une immense fresque où l'on voit entre autres des palmiers. Savez-vous que c'est très grave ? Parce que cela se passe à la lisière du quartier arabe de Marseille et que c'est à un mois des municipales.

C'est très grave et la municipalité demande aux artistes de remplacer les palmiers par autre chose, parce que *« les palmiers, ça fait..., ça fait trop... on pourrait croire que... alors vous mettrez plutôt des platanes... »*.

Les peintres refusent. La municipalité fait enlever les panneaux.

L'appel à la manifestation

Tout en appartenant à des courants de pensée et d'action différents, liés à des conceptions politiques, associatives, syndicales, religieuses diverses, **nous lançons ensemble cet appel urgent et solennel : haite au racisme.**

Nous sommes décidés à développer les efforts indispensables pour faire reculer toutes les manifestations racistes anti-arabes, antijuifs, antigitans, antinoirs, car il n'y a qu'un seul et unique racisme et nous voulons le détruire.

De manière prolongée, aussi longtemps que nécessaire, nous allons soutenir dans notre ville, et dans le pays, les droits universels de tout individu contre les discriminations raciales, pour le respect des droits acquis et l'obtention de droits nouveaux, construire, dans le respect des différences, une société pluri-ethnique et pluri-culturelle.

Une trentaine d'organisations ont signé cet appel, dont le MRAP, l'UD CFDT, l'Amicale des Algériens en Europe, la LICRA, l'ASTI, l'UD-CSF, l'Association des travailleurs marocains en France, l'Union générale des étudiants tunisiens, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, la Ligue des droits de l'homme, la Fédération Libre Pensée, Peuple et Culture, la Fédération Léo-Lagrange, le PSU, le PCML, la LCR, les JCR.

CFDT :

La région Basse-Normandie en majorité contre le recentrage

• Tenu à Alençon les 24, 25 et 26 mars, le congrès régional a adopté par 60,9% des mandats une orientation opposée à celle de la confédération

Traditionnellement, la région Basse-Normandie préfère se référer aux orientations lutte de classe du congrès confédéral de 1970, plutôt au'aux projets d'Edmond Maire. Lors de son congrès régional, qui s'est tenu il y a quelques semaines, son orientation a été précisée, approfondie, confirmée par une large majorité. Il y a là une indication qui intéressera, nous n'en doutons pas, tous ceux qui se soucient de savoir où en est l'opposition dans la CFDT.

PEUT-ON nier que, tôt ou tard, les travailleurs devront se mobiliser contre le gouvernement de gauche pour imposer leurs revendications ? Peut-on nier que nombre d'entre eux ont déjà cette échéance dans la tête ? N'est-ce pas aussi la signification du vote du 6 mars ? Les forces syndicales doivent s'y préparer. » Telles sont les déclarations de Guy Robert, secrétaire régional réélu, lors du congrès, le 26 mars.

Pour l'unité des travailleurs et une société socialiste autogérée

Pour l'union régionale, la crise n'est pas celle *« de la croissance et des rapports sociaux »* ; c'est une crise du capitalisme, et seule une stratégie de rupture permettra aux travailleurs d'imposer une *« sortie de crise »* conforme à leurs intérêts et assurant *« une transition à une société socialiste autogérée »*. Celle-ci passe par *« la socialisation des moyens de production et d'échange »*.

La politique gouvernementale est, selon elle, une *« politique de régulation de sortie de crise »*, se traduisant par une politique d'austérité qui fait du syndicat un instrument de médiation et d'intégration. Or, la confédération a effectivement renoncé à une stratégie de rupture pour une stratégie de convergence avec le gouvernement, démarche d'ailleurs conforme, selon la résolution d'orientation, à la politique définie par Edmond Maire dès 1967. D'où l'instauration d'un syndicalisme d'état-major, déjà largement intégré par l'appareil d'Etat (30 % des directeurs de cabinets et 21 % de leurs membres adhèrent à la CFDT). D'où la politique des perrons de l'Elysée, largement dénoncée par de nombreux délégués.

Cette politique de concertation, de négociation sans mobilisation, la confédération n'hésita pas, selon le rapport d'orientation, à la mener de façon clandestine dès 1978 avec le CNPF et certains leaders de la majorité de droite pour *« s'assurer qu'ils acceptaient bien la stratégie du recentrage qui allait être présentée au congrès de Brest »*.

Pour l'union régionale, cette politique de la confédération est inacceptable et dangereuse. Elle concourt à la *« réalisation en France d'un projet néo-social-démocrate passant par une défaite historique du prolétariat (...). C'est l'objectif visé à travers la division structurelle entre fixes et précaires, le moyen privilégié de la classe ouvrière consentant au compromis nécessaire avec la classe du capital »*.

On savait depuis plusieurs années les divergences qui opposaient l'union régionale et la confédération sur la question du travail intérimaire et des hors-statuts. L'union régionale a manifestement approfondi sa démarche : la question des hors-statuts pose celle de *« l'unité et de la recomposition »* de la classe ouvrière, *« la capacité à résister et à ébaucher une autre sortie de crise »*.

C'est autour de cette démarche centrale pour l'unité ouvrière, contre le développement de la précarité et du chômage que s'articule le corps de mots d'ordre d'action revendicatifs proposés par le document d'orientation (voir ci-contre).

Un soutien majoritaire sans suivisme

Contrairement aux assertions de la minorité pro-confédérale, c'est bien en connaissance de cause qu'une large majorité des 140 délégués a adopté la résolution d'orientation présentée par le conseil régional sortant, à 380 voix (60,9 %) contre 219 (35,1 %) et 25 abstentions (4 %).

Si le document d'orientation n'était pas d'une lecture aisée, expliquera Guy Robert, c'est que la situation politique est complexe : si on ne veut pas accepter l'austérité, le recentrage, l'analyse de la situation politique et la définition d'une autre stratégie impliquent le refus de rester *« au ras des pâquerettes »*.

Malgré les critiques de la minorité pro-confédérale jugeant la forme du document *« imbuvable »*, les interventions à la tribune et dans les commissions montrèrent amplement que la résolution n'était pas *« à côté de la plaque »*.

Citons, par exemple, cette militante de Moulinex Argentan qui montrait que les lois Auroux ne remettaient pas en cause le pouvoir patronal, refusait de *« ménager la chèvre et le chou »* et affirmait qu'il fallait en finir avec la parité patrons-syndicats à la Sécurité sociale. Participante à la journée confédérale des femmes du 8 Mars dernier, elle expliquait que la confédération n'avait pas laissé de place à un réel sur l'intégration des revendications féminines. Puis concluait que *« les femmes ne doivent pas être les OS du syndicalisme »*.

Citons aussi ce délégué d'Hacuitex de Flers venant dire qu'il faut retrouver le chemin des luttes : *« Les propositions de rigueur ne répondent pas aux problèmes immédiats des travailleurs. Ne faisons pas comme si le patronat allait jouer le jeu. Des revendications au rabais nous sommes passés, au niveau confédéral, à l'abandon des revendications. »*

Dans le cadre de la résolution proposée par l'union régionale, deux débats importants eurent lieu, sur les 35 heures et sur la place exacte à donner aux intérimaires dans une stratégie d'action.

Sur les 35 heures, le texte régional exige la compensation intégrale jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué et une compensation dégressive jusqu'à six fois ce niveau. Un délégué du SATPA (conseillers de gestion dans l'agriculture) s'opposait à toute idée de compensation : n'est-ce pas aller à l'encontre de l'unité des travailleurs ? N'est-ce pas déjà une concession à l'idée que *« la crise est une fatalité »* ?

Par ailleurs, la résolution exigeant que les travailleurs aient le contrôle des sommes ainsi dégagées, pourquoi limiter à l'avance un tel contrôle à la seule partie de la masse salariale « épargnée » et, même, à la masse salariale totale ? Sans un réel contrôle sur tout le fonctionnement des entreprises, quelle garantie... ? Guy Robert lui répondra que le plancher de deux fois le SMIC est le seuil au-dessous duquel il est hors de question de négocier. Ce qui ne répond que très partiellement à la question. En effet, si les luttes *« sont le moteur des transformations sociales »*, la négociation ne peut être limitée avant d'avoir créé le rapport de forces !

Autre débat, celui sur la place des intérimaires, que certains voyaient comme *« l'élément dynamique du combat pour l'unité de la classe ouvrière »*, ce qui leur donnait une place centrale, celle d'*« acteur de la réunification des différentes catégories »*. Un amendement viendra corriger, présenté par le syndicat chimie du Calvados : ils sont *« un »* élément dynamique, *« indispensable au combat »*. Une correction juste, qui ne clôt pas le débat, en particulier sur les conditions d'une telle mobilisation unitaire.

Une minorité pro-confédérale importante

Ces discussions avaient lieu, malheureusement, sans que la minorité pro-confédérale accepte d'y prendre sa place. Alors que tous les syndicats pratiquaient le partage des mandats, que toutes les propositions de modification des textes étaient diffusées immédiatement dans la salle, ceux qui défendaient l'orientation de la confédération ne voulaient pas s'y inscrire, contestant systématiquement *« le fonctionnement »*.. dont ils se sont coupés depuis des mois en pratiquant la politique de la « chaise vide ».

Durant ce congrès, ils donnèrent dans le théâtral, faisant une sortie groupée de la salle pendant le discours de Guy Robert et criant au *« stalinisme pas mort »* ! Ce dont la presse locale s'empressa de faire ses choux gras le lendemain, donnant une image très déformée du congrès.

Le seul de ce courant à intervenir sur le fond, fut Pierre Héritier, membre de la commission exécutive confédérale. Critiquant la direction régionale, son discours était émmaillé de quelques perles : *« La croissance n'est plus là et donc il n'y a plus rien à partager* (...). *Nous n'avons cependant pas sacrifié les OS de Flins, malgré leurs luttes coûteuses* (sic). » Se souvenant sans doute de son ancienne orientation pro-CERES, il aboutissait à une synthèse à faire pâlir d'envie Delors lui-même : *« Nous voulons que la gauche réussisse, qu'elle ne soit pas étranglée par les contraintes internationales, que le FMI ne fasse pas la politique de la France. Non à la spirale de l'inflation. »*

En réponse, la majorité des délégués adoptait à main levée (par 76 voix pour, 30 abstentions et 0 contre) une motion d'actualité présentée par le SATPA de l'Orne qui, en réponse à la nomination du nouveau gouvernement, appelle à se mobiliser pour rejeter la nouvelle austérité et imposer le changement (voir p. 4).

Correspondance

Contre le chômage et la précarité

- Contre les restructurations par le tout nucléaire et l'exclusivité donnée aux filières de pointe.
- Pour la réduction massive et rapide du temps de travail à 35 heures avec création des emplois correspondants et sans détérioration des conditions de travail et de vie.
- Contre le temps partiel et la modulation de l'horaire de travail hebdomadaire sur l'année.
- Pour adapter les structures syndicales à l'organisation des chômeurs et des travailleurs précaires, et pour mener une politique de « parrainage » des travailleurs inorganisés des PME et des entreprises sous-traitantes.
- Contre les entreprises d'intérim.
- Pour l'intégration des revendications spécifiques des femmes travailleuses.
- Pour une lutte confédérale d'ampleur afin d'assurer une véritable garantie de ressources aux chômeurs.
- Pour l'unité d'action avec la CGT, partenaire privilégié malgré les divergences.
- Pour le développement de l'action syndicale interprofessionnelle, seul rempart contre la division et le corporatisme.

Repères

De Cherbourg à Saint-Lô en passant par Caen, Alençon et Flers, la région Basse-Normandie a vu diminuer les emplois de façon impressionnante en six ans : 400 000 personnes se sont inscrites à l'ANPE, dont plus de 140 000 à la suite d'un emploi précaire.

La progression des demandeurs d'emploi est de 29,9 %, celle résultant de l'augmentation des emplois précaires augmentant de 167,3 %, passant de 20 % à 41 % au total.

Le taux de chômage y est de 15,7 % en 1982, par rapport à la population salariée.

La CFDT, avec 31,3 % des voix aux élections des comités d'entreprise, est la première organisation syndicale, devant la CGT (20,2 %) et FO (11,5 %).

JEAN ZIEGLER

Comment la bourgeoisie organise la fuite des capitaux

• Le député socialiste suisse, spécialiste du système bancaire helvétique répond aux questions de Rouge

• L'accroissement du déficit commercial et de la balance des paiements, la récente dévaluation du Franc français, posent à nouveau la question de la fuite des capitaux hors de France. A quel montant évalues-tu les capitaux français ayant trouvé refuge dans les banques suisses et comment arrives-tu à cette évaluation ?

— Le chiffre généralement admis par les milieux suisses et français est de 500 milliards de nouveaux francs français répartis sur environ 650 000 comptes domiciliés en Suisse). Il ne représente pas le chiffre du capital en fuite proprement dit, puisque dans le chiffre des 500 milliards est comprise la plus-value acquise au cours des ans par les capitaux illégalement transférés en Suisse. Cette plus-value peut-être énorme. Exemple : la plupart des grands immeubles commerciaux ou d'habitation du centre-ville de Genève appartiennent à des sociétés immobilières (sociétés anonymes avec actions au porteur). Traditionnellement, la majorité de ces SI sont propriété française. Autre exemple : l'or. Une once d'or achetée lors de l'avant-dernier des grands exodes, celui de Mai 1968, vaut aujourd'hui dix-huit fois plus qu'à cette date.

Les taux d'intérêt sont bas en Suisse. Exemple : moins de 5 % selon les époques pour des dépôts fiduciaires à court terme de minimum 100 000 dollars. Pourquoi alors le capitaliste français confie-t-il son argent aux banquiers suisses ? Trois raisons principales l'expliquent.

La première est que les organisations de convoyeurs des banques multinationales helvétiques sont extrêmement efficaces et évacuent les avoirs de n'importe quel point du globe sans que les créanciers aient à intervenir. Un premier contact est pris dans un discret appartement de Paris, New York, Londres, etc. (l'hôtel, trop voyant, est banni depuis le 10 mai 1981). Les capitalistes fraudeurs donnent leur ordre au banquier, discutent de la réalisation du bien, identifient les sommes à transférer. Les convoyeurs effectuent ce transfert en brouillant les pistes (multiples passages des sommes au Luxembourg, dans les Bahamas, etc.). Une fois les capitaux déposés en Suisse, la banque avertit par code le client. Celui-ci prend l'avion pour Zurich ou Genève sans aucun document compromettant dans sa poche... La correspondance ultérieure se fait en code par des adresses spécialement établies à cet effet. Le secret bancaire helvétique est totalement hermétique.

Deuxième raison : les capitaux en fuite sont les capitaux de la fraude ; aucun impôt n'est évidemment payé.

Enfin, troisième raison : si les capitalistes étrangers gagnent peu en intérêts, ils font, par contre, un énorme profit monétaire, puisque le Franc suisse augmente sans cesse par rapport au Franc français. En 1910, un franc français valait un franc suisse. En avril 1983, un franc français vaut 0,29 centime suisse !

• Y a-t-il eu accélération des déplacements de fonds de la France vers la Suisse depuis mai 1981 ? Est-il possible de déterminer la nature de ces capitaux ? Quels moyens pourrait-on employer pour contrôler et enrayer ce phénomène ?

— Les autorités françaises actuelles mettent des gants. La fuite des capitaux est le sport favori de pratiquement tout le grand patronat, de toute la bourgeoisie possédante de France. Et ceci, dès avant la victoire socialiste. La loi de finances de 1981 offrait une amnistie (rapatriement et paiement de 25 % des capitaux rapatriés pour solde de tout compte), résultat : 400 millions de nouveaux francs seulement sur les 500 milliards sont revenus ! Il existe à l'intérieur du ministère des Finances une direction extrêmement efficace et compétente : c'est la direction des enquêtes douanières. Ses inspecteurs pouvaient, sans aucun doute, démanteler les principaux réseaux de convoyeurs, arrêter et remettre à la justice un nombre élevé d'entre les très gros fraudeurs. Cette direction entretient des antennes hautement spécialisées, tout autour du territoire helvétique. Elle travaille avec les méthodes les plus avancées (électronique, etc.) des services spéciaux. Or, jusqu'ici, Mauroy s'est contenté de transférer en justice quelques fraudeurs ayant exporté chacun plusieurs millions de francs. Il n'a pas réussi à démanteler les réseaux de convoyeurs. Cependant, la situation du deuxième gouvernement Mauroy est délicate. Le patronat doit déjà 20 milliards de francs de cotisations arriérées à la Sécurité sociale ; le gouvernement ne réussit pas à lui faire payer cette somme. Le patronat est dans une attitude de virtuel sabotage face au gouvernement et à sa politique économique de rigueur : grève de l'investissement, fraude fiscale organisée, subventions à la droite et à l'extrême droite. Le gouvernement Mauroy a payé les nationalisations à un prix exhorbitant, prix longuement négocié. Situation délicate, puisque en mai 1981, et jusqu'à ce jour, le gouvernement a décidé de chercher le consensus, autrement dit, de ménager le grand patronat.

Par rapport à la Suisse, enfin, le gouvernement Mauroy est également coincé : la France a, dans ses relations commerciales avec la Suisse, un bilan largement excédentaire. Les Suisses menacent constamment de renégocier les accords commerciaux. Autre problème, la France emprunte massivement des capitaux aux banquiers suisses afin de colmater son propre déficit du commerce extérieur. Situation absurde ? Certes. Mais tout se résume à la question : la France peut-elle rompre avec la rationalité capitaliste ou doit-elle chercher — à l'intérieur d'un système mondial dominé par les banques multinationales — un chemin qui peut un jour conduire à la transformation socialiste de la société française ? Cette question doit être tranchée par les militants français.

La fuite des capitaux est le sport favori de pratiquement tout le grand patronat de France

• Concernant la lutte contre la fuite des capitaux français en Suisse, quel bilan tires-tu de l'action des ministres socialistes suisses des Finances et des Affaires étrangères ? Leur participation au gouvernement fait-elle avancer la bataille pour la nationalisation des banques, seul moyen d'avoir un contrôle minimum ?

— Je suis opposé radicalement à la politique de collaboration de classes, à la paix du travail (renonciation contractuelle à la grève), à la participation minoritaire au gouvernement fédéral, telles qu'elles sont menées par le Parti socialiste suisse. D'ailleurs, cette politique mène tout droit à la ruine de notre parti. Exemple : nous perdons mille membres par an, 50 % des 52 000 membres actuels de notre parti ont plus de 56 ans. Depuis dix ans nous n'avons pratiquement plus aucun recrutement.

• Tu as souvent dénoncé le rôle du système bancaire suisse sans l'exploitation des économies du tiers monde. Peux-tu donner des exemples ?

— Selon les chiffres officiels de la Banque nationale, et qui sont certainement très en dessous de la réalité, il y avait dans les coffres-forts des banques de Suisse, au 31 décembre 1982, plus de 30 milliards de dollars de capitaux en fuite provenant des pays du tiers monde non producteurs de pétrole. Ces sommes — déposées en Suisse par Mobutu, Eyadema, Houphouët-Boigny, par les oligarchies d'Amérique latine, les généraux coréens, philippins, indonésiens et provenant fréquemment de l'aide financière versée à ces pays par les Etats occidentaux, la Banque mondiale, les organisations d'aide « multilatérale » — financent les investissements des sociétés multinationales industrielles et commerciales suisses. Ces sociétés multinationales — Nestlé, Sandoz, Hoffmann La Roche, Ciba-Geigy, Brown-Boveri, André à Lausanne, Réassurances-Zurich, etc. — cravachent à leur tour les économies des pays du tiers monde.

Les autorités françaises actuelles mettent des gants.

• Dans le cas de l'Argentine, tu as récemment révélé l'importance des sommes déposées en Suisse par les militaires et les grandes fortunes de ce pays depuis le coup d'Etat de 1976. Cela a fait grand scandale là-bas. Peux-tu rappeler ici le contenu de ces déclarations ?

— L'Argentine est un bon exemple : six milliards de dollars ont été transférés illégalement en Suisse depuis le coup d'Etat de 1976. Détail pittoresque : les deux directeurs de l'Union des banques suisses à Buenos Aires, les frères Juan et Roberto Aleman, ont été nommés par les militaires, l'un secrétaire d'Etat à l'Economie (gouvernement Videla), l'autre ministre des Finances (gouvernement Galtieri). Avec le crépuscule de la dictature militaire, ces chiffres sont sortis, à Buenos Aires même, en mars 1983.

• Dans ton dernier livre « Contre l'ordre du monde, les Rebelles », des passages essentiels sont consacrés à l'analyse du processus révolutionnaire nicaraguayen. Comment vois-tu la situation aujourd'hui, alors que se développe l'action des contre-révolutionnaires somozistes et autres ?

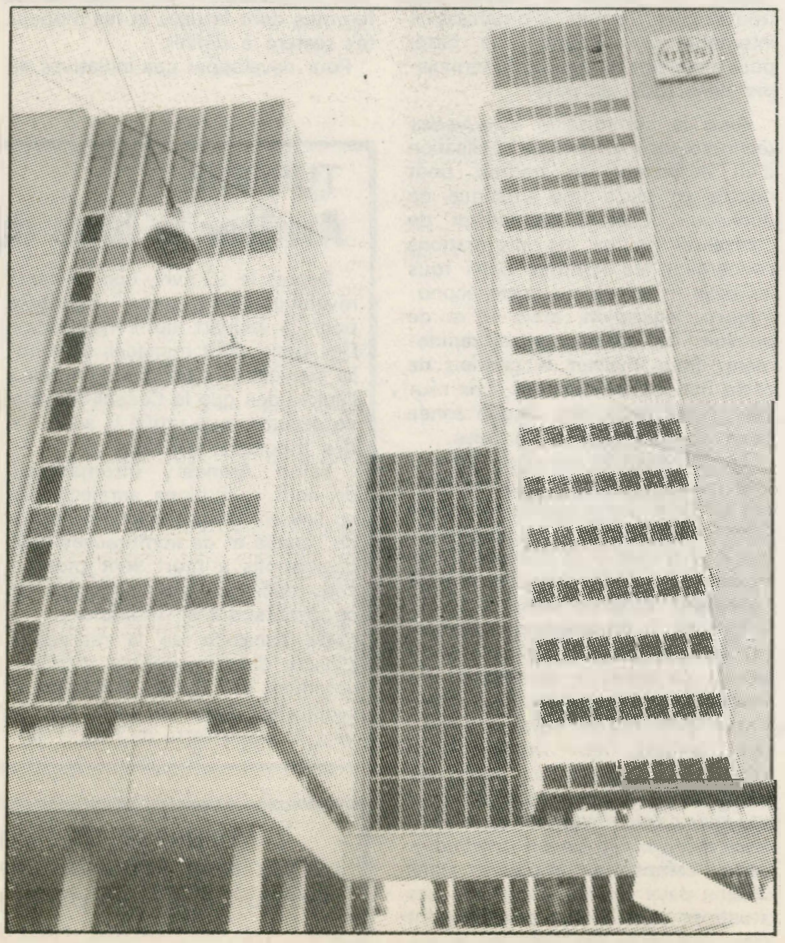
— Mon dernier livre (1) contient une longue analyse des luttes armées de libération nationale dans l'isthme centro-américain et en Afrique australe. Je ne peux ici résumer les thèses du livre. Détail pour le Nicaragua : Anastasio Somoza, exécuté au Paraguay en 1980, dont le fils — El Chiguïn — commande aujourd'hui les gardes somozistes au Honduras, a évacué l'essentiel de sa fortune en Suisse grâce à un nommé Rapoport, citoyen suisse. Ce Rapoport, président de la Vision SA, holding de la famille Somoza, a épousé la fille aînée du dictateur.

• Vu la situation en Amérique centrale, la tâche de l'Internationale socialiste ne serait-elle pas d'impulser une large campagne unitaire de masse — y compris dans le mouvement syndical — contre l'intervention américaine et en solidarité avec les révolutions d'Amérique centrale ?

— Il faudrait sur l'Internationale mener une discussion longue et patiente. Je reviens du 16e Congrès ordinaire de l'Internationale à Albufeira (4 à 10 avril 1983). Le commandant Bayardo Arce, un des neuf commandants de la direction nationale du FSLN était présent. Ungo, président du Front démocratique, le bras politique du Front Farabundo Marti du Salvador fut élu vice-président de l'Internationale socialiste. Hector Oquelli, commandant guérillero du Front Farabundo Marti reste secrétaire du Comité latino-américain de l'Internationale (2).

Il existe une gauche active, mais minoritaire, à l'intérieur du bureau de l'Internationale socialiste (le bureau est l'organe exécutif) composée de délégués suédois, suisses, autrichiens, finlandais, dominicains, libanais. Nous avons pu maintenir les acquis du 15e congrès de Madrid (1980). Mais la situation est dangereuse, les pressions américaines puissantes. Le SPD allemand, relayé par les partis portuguais et italien, exige avec force un désengagement de l'IS en Amérique centrale.

Propos recueillis pour « Rouge » par Jean-Pierre Beauvais



1. « Contre l'ordre du monde, les Rebelles — Mouvements armés de libération nationale du tiers monde », éditions du Seuil, collection l'Histoire immédiate, 1983. Nous rendrons compte de cet important ouvrage dans un prochain numéro.

2. Note de Jean-Ziegler. Fait remarquable : l'IS comporte deux partis membres engagés dans une lutte armée de libération nationale. Au Salvador, le Mouvement national révolutionnaire (MNR) dont sont issus Ungo et Oquelli, est l'une des cinq composantes de la résistance. Au Liban, le Parti progressiste socialiste, dont le chef, Walid Joumblatt, est vice-président de l'IS a également des milices armées qui luttent contre les unités fascistes des Kataebs (J. Z.).

RENCONTRE INTERNATIONALE DE TURIN

Le féminisme plus vivant que jamais

PRODUIRE et reproduire », la rencontre internationale des femmes qui s'est tenue à Turin les 23/24/25 avril marquera une date importante dans l'histoire du féminisme contemporain.

A l'initiative du Mouvement des femmes italien, de l'UDI et de l'Intercatégorielle de Turin, cette réunion a rassemblé plus de 650 femmes. Un chiffre très important, *« sans compter toutes les demandes que nous avons dû refuser pour des questions d'organisation matérielle »*, diront les organisatrices qui préparaient cette initiative depuis plus d'un an.

Le succès de cette rencontre est bien le signe que le féminisme est plus vivant que jamais.

Le pays le plus représenté était l'Italie. Facilité géographique, peut-être. Mais bien plus, on ressentait de la part des nombreuses femmes italiennes présentes la nécessité de se retrouver, de débattre, sur la lancée des deux manifestations de février et à l'occasion du 8 Mars. Manifestations qui, par leur importance — 50 000 femmes à Rome le 5 février contre la modification de la loi sur les violences sexuelles — indiquaient que le mouvement féministe en Italie reprenait un second souffle.

Si les femmes italiennes étaient nombreuses, le nombre des délégations étrangères, la diversité des pays représentés n'en étaient pas moins significatifs. De France, 45 femmes avaient répondu à l'appel de Turin, essentiellement des militantes du mouvement, de la Coordination des groupes de Paris, mais aussi de groupes de femmes de province, le groupe Flora Tristan, le MLAC de Lyon, etc. Deux responsables confédérales de la CFDT étaient également présentes.

Ensuite venait la délégation espagnole, 27 femmes, en majorité des commissions ouvrières de Barcelone, de Madrid, du Pays Basque et du pays de Valence. Puis 18 femmes hollandaises, 18 Allemandes, 15 Belges. Des délégations plus restreintes des USA, d'Australie, de Malte, de Grèce, de Grande-Bretagne, d'Irlande, de Suisse, du Luxembourg, de Suède.

L'autre aspect qui a contribué à donner un sens particulier à cette rencontre internationale sur le thème des femmes et du travail, c'est la présence massive de militantes syndicalistes, venues de la plupart des pays européens, avec, parmi elles, des responsables de syndicats, soit mandatées, soit observatrices. C'était le cas pour la Belgique avec des responsables nationales de la FGTB et de la CSC, pour la Grande-Bretagne avec des militantes des Trade-Union, pour l'Italie, pour l'Espagne...

Une organisation matérielle, véritable tour de force des organisatrices, avec de grandes salles, et traductions simultanées, permettait de suivre dans de bonnes conditions tous les débats d'assemblées générales ou de commissions. Comme disaient les camarades espagnoles : *« Nous avons reçu une multitude d'informations sur la situation des femmes dans tous les pays, il nous faudra du temps pour digérer... ! »* Effectivement, de la communication d'informations à l'organisation d'un débat, le chemin n'était pas toujours facile. Traditions différentes, expériences de lutte diversifiées faisaient la richesse des commissions, mais aussi rendaient les débats plus complexes.

Ainsi, un plus grand nombre de féministes italiennes faisaient valoir la nécessité de lier la lutte pour l'égalité des droits dans le travail à celle de la reconnaissance de la différence. Elles insistaient sur l'aspect de remise en cause de l'organisation du travail dont étaient porteuses les femmes, remise en cause de la hiérarchie, de la notion de compétitivité : *« Les femmes dans leur rapport au travail tiennent un discours de qualité et non de prestige et de carriérisme... »* Tout en reconnaissant l'importance de l'entrée massive des femmes sur le marché de l'emploi, par rapport à leur indépendance économique et comme contre-pouvoir vis-à-vis de la famille.

Ce sont les camarades françaises et belges, s'appuyant les unes sur les « Etats généraux sur le travail des femmes », les autres sur leur expérience de lutte du collectif « Femmes contre la crise » qui ont tiré le plus vigoureusement la sonnette d'alarme sur les dangers *« des solutions »* au chômage présentées par les gouvernement du type *« temps partiel* (...) *Avec la crise et dans les entreprises en restructuration, cette soi-disant solution ne vise qu'à pousser lentement, mais sûrement, les femmes hors du marché de l'emploi, en premier lieu, à les marginaliser encore plus, en permettant aux patrons de réaliser plus de profit. »*

Toutefois, à l'issue des trois jours de débats, il se dégageait un minimum de bases communes d'appréciation de la situation générale. Cela était sensible à travers les comptes rendus des diverses commissions, faits en assemblée générale. Les applaudissements exprimaient l'adhésion d'une majorité de femmes présentes.

Ainsi, on a constaté des tendances identiques dans tous les pays européens, quelle que soit la tendance politique des gouvernements (progression inquiétante du chômage, développement de mesures incitatives au travail à temps partiel, offensive idéologique revalorisant la famille et le rôle de la femme comme mère et épouse). Cette rencontre a été l'occasion d'un début d'homogénéisation des divers courants de différents pays.

Conscientes du danger de remise en cause d'un certain nombre de droits des femmes, en particulier celui du droit au travail, à un travail qualifié, il s'est dégagé de cette assemblée la volonté profonde de lutter pour défendre les acquis des femmes, du féminisme, aujourd'hui gravement menacés.

Sonia Folloni

Des propositions

ISSUES des travaux des diverses commissions, les propositions présentées en Assemblée générale, le lundi après-midi, indiquaient la volonté des participantes de continuer la réflexion engagée, de garder le contact, de trouver des formes d'organisation internationales. Volonté de lutter pour maintenir les acquis du féminisme dans tous les pays.

Ainsi la commission *« nouvelles technologies »* proposait l'utilisation d'un ordinateur, à Londres, pour mettre en place une « banque de données ». Celle-ci permettant de centraliser toutes les informations concernant les femmes dans tous les pays — conditions socio-économiques, législation, etc... — et de pouvoir les retransmettre rapidement. Pour faciliter la gestion de cette banque de données, une réunion serait organisée chaque année avec des délégations par pays.

La commission *« presse »* annonçait qu'elle continuerait à travailler sur le projet d'une agence de presse internationale de femmes. La proposition d'un centre de documentation international de femmes à Turin allait également dans ce sens.

Et enfin, la commission *« le sexisme dans le travail et en politique »* lançait un appel à développer une campagne au niveau européen *« pour défendre le droit au travail des femmes, leur indépendance économique, contre les politiques gouvernementales et patronales qui frappent particulièrement et de manière discriminatoire les femmes ».* Cette campagne, impulsée dans chaque pays en tenant compte des situations dans chacun et également des conditions des femmes immigrées, se concrétiserait, à l'occasion du 8 Mars 1984, par l'institution d'un tribunal international à Bruxelles faisant le procès de toutes les politiques discriminatoires envers les femmes.

Une deuxième échéance serait une manifestation internationale de femmes dont la date et les modalités restent à définir.

Pour développer ces initiatives, la commission a proposé la constitution d'un comité de coordination européen, dont le secrétariat se réunirait à Bruxelles. Pour la première réunion qui se tiendrait dans le courant du mois de juin, il était demandé aux organisatrices de la rencontre d'envoyer les convocations à chacun des groupes participants de Turin.

S. F.

Motion de solidarité adressée aux treize ouvrières de Bekaert Cokerill, licenciées en Belgique, pour avoir refusé le temps partiel :

« Vous avez été licenciées pour avoir refusé le travail à temps partiel. Vous avez lutté, vous êtes toujours en lutte contre cette discrimination sexiste. Votre lutte est exemplaire par la combativité et la ténacité dont vous faites preuve. Au moment où le chômage grandit dans toute l'Europe, où les formes de travail précaires se généralisent pour les femmes (notamment le temps partiel), nous sommes toutes concernées et d'accord pour dire avec vous : "une injustice commise contre une femme est une menace pour toutes".

« Nous, femmes réunies à Turin, les 23, 24 et 25 avril, pour la rencontre internationale "Produrre e Riprodurre", vous apportons notre solidarité et nous engageons à populariser votre lutte dans nos pays respectifs. »

La coordination des groupes femmes et le MIEL appellent à la manifestation du 1er Mai à Paris. Pour le droit total à l'emploi des femmes, pour la solidarité internationale (rendez-vous 14 h 30 square Saint-Laurent à l'angle du Bd Magenta).

INPRECOR
numéro 148

Au sommaire :

- **France :** Le gouvernement Mauroy dans l'étau de la collaboration de classes.
- **Nicaragua :**
— La trajectoire de la révolution sandiniste face à l'impérialisme.

VIENT DE PARAITRE

— Les comités de défense sandinistes (CDS) au centre de la mobilisation contre l'impérialisme.
- **Irak :** Interview d'un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan.
- **Pologne :** Appel à tous les travailleurs pour le 1er Mai (document).

TURQUIE

Arrêter le bras du bourreau

Depuis le 10 avril, huit militants révolutionnaires turcs, membres pour la plupart de l'organisation Dev Genc, sont menacés de mort. Ils peuvent être pendus d'un jour à l'autre, dès que le Conseil national de sécurité aura ratifié la sentence des tribunaux militaires.

Selon Amnesty International, dix-neuf exécutions auraient déjà eu lieu en Turquie depuis le début de l'année et de nombreuses condamnations à mort sont prononcées dans les procès contre les opposants qui se multiplient.

Cette escalade de la répression s'inscrit dans l'entreprise d'anéantissement des libertés politiques et syndicales dans un pays qui se veut la place forte de l'impérialisme US dans une région stratégique.

Il faut tout faire pour arrêter le bras des bourreaux. Pour sa part, la LCR a déjà organisé une démonstration de rue, le 15 avril, devant l'ambassade et le consulat de Turquie. Elle appelle tous les militants du mouvement ouvrier à intensifier la pression sur les autorités d'Ankara. Envoyez délégations, télégrammes à l'ambassade de Turquie, 16, avenue Lamballe 75016 Paris.

Vie sauve pour Sadettin Guven, Baki Altin, Ahmet Fazil, Aktas Sener Yildirim, Tayfun Ozkok, Ahmet Erhan et Sener Yigit.

L'abondance de l'actualité nous oblige à reporter à la semaine prochaine la publication du deuxième article de la série consacrée à la Chine : La deuxième mort de Mao.

Autriche : le modèle ébréché

TOUTE une période s'achève en Autriche. Au pouvoir depuis treize ans, le chancelier Bruno Kreisky va abandonner ses fonctions. Le Parti socialiste (SPO) qu'il dirige, tout en demeurant la première des formations politiques, a perdu la majorité absolue le 24 avril. Il est même en recul dans l'ensemble des Länder (assemblées régionales) et essuie de lourdes pertes dans la capitale, Vienne.

Pour toutes les social-démocraties européennes, la gestion du SPO fait figure de modèle. S'appuyant sur un très important secteur nationalisé (banques, charbon, pétrole, fer, acier, etc.) qui regroupe le sixième de la main-d'œuvre, et en consentant à accroître le déficit budgétaire du pays, elle est parvenue à maintenir un faible taux de chômage (3,7 % l'an dernier) et une inflation modeste (5,4 %). L'Autriche occupait même, jusqu'en 1980, la troisième place au tableau d'honneur de l'OCDE pour l'accroissement du PIB par habitant et par année. Surtout, elle jouit d'une paix sociale que lui jalousent tous les capitalistes européens. En 1981, la moyenne des grèves s'est établie à 41 secondes par travailleur. A la base du « modèle Kreisky », la *« sozialpartnerschaft »* ou *« collaboration entre partenaires sociaux »*, qui impose aux relations sociales un cadre de concertation très contraignant.

LE SPO est aujourd'hui moins touché par la progression de ses adversaires — le Parti populiste, la principale force conservatrice, ne gagne que 1,3 % des suffrages — que par l'érosion de sa propre base électorale. Cette usure ne saurait surprendre. Le chancelier Kreisky a toujours proclamé son respect des règles du système capitaliste : *« L'économie fonctionne selon d'autres règles que la politique et l'administration. Elle obéit aux principes du profit, de l'efficience, de la rentabilité. »* Il ne pouvait dès lors qu'être victime du même phénomène qui atteint les partis au pouvoir dans toute l'Europe occidentale. Surtout en cette période de crise. Car si la récession internationale épargne encore relativement l'Autriche, ses effets commencent néanmoins à se faire sentir. Le nombre de faillites a augmenté de 25 % en 1981. Le secteur nationalisé connaît de graves difficultés financières. L'OIAG, le holding d'Etat qui regroupe toutes les sociétés industrielles publiques, aura besoin de neuf milliards de schillings (un schilling = 0,42 franc) avant 1985 pour éponger ses pertes et réorganiser ses productions. La contraction du commerce mondial n'est, en outre, pas sans incidences dans un pays où un salarié sur cinq occupe un emploi dépendant de l'exportation. Il en résulte un déficit budgétaire croissant (75 milliards de schillings l'année dernière) et la dette publique atteint 400 milliards.

Les socialistes autrichiens paient également les retentissantes affaires de corruption dans lesquelles certains de leurs dirigeants ont été impliqués. Ils subissent enfin, parmi les jeunes, un rejet qui est notamment la conséquence de leur politique nucléaire. Contre l'opposition de la population, Kreisky n'a-t-il pas été jusqu'à dépenser 159 milliards de francs pour construire la centrale de Zwentendorf qui, depuis sa construction, n'a jamais fonctionné ? S'ils n'ont pas réuni suffisamment de voix pour entrer au Parlement, les candidats « verts » et « alternatifs » ont néanmoins rassemblé 3 % de l'électorat, contribuant ainsi au recul du SPO.

C'EST une situation d'instabilité qui s'ouvre en Autriche. Des négociations sont en cours pour la formation d'un gouvernement de coalition, sous la houlette de l'ancien vice-chancelier socialiste, Fred Sinowatz. Selon toute vraisemblance, elles aboutiront à un accord avec le petit Parti libéral (FPO, 5 % des voix). Ce qui n'ira pas sans difficultés ni accrocs. Le FPO développe en effet des positions très marquées à droite et qui ne sont pas sans rappeler celles des libéraux allemands, dont l'action provoqua la chute d'Helmut Schmidt. Il prône par exemple la liquidation des industries nationalisées en difficulté au profit du secteur privé.

L'austérité va, en Autriche comme ailleurs, devenir le maître-mot des gouvernants. Déjà, au cours des derniers mois, l'équipe Kreisky avait procédé à une importante augmentation de la charge fiscale des salariés afin de limiter le déséquilibre des finances publiques. Les milieux patronaux ne dissimulent pas leur volonté de voir s'appliquer une rationalisation de l'appareil économique et de procéder à des compressions d'effectifs pour faire face à la concurrence étrangère. Ils exigent l'abandon de l'objectif du plein emploi et la réduction de la dette. Les résultats électoraux vont renforcer leur pression. *« Ici, les pendules vont autrement »*, avait coutume de dire le chancelier démissionnaire. Une illusion qui est en train de s'effondrer.

Christian Picquet

PORTUGAL

Soares et maintenant ?

• Bien que les partis ouvriers disposent d'une majorité absolue, le PS s'engage dans l'impasse d'une collaboration avec la droite

MOROSITE. Désenchantement. Quels termes s'appliquent mieux à la campagne électorale qui vient de se terminer au Portugal ? Jusqu'au scrutin du 25 avril, la plupart des leaders politiques se sont ingéniés à prédire « du sang et des larmes » à la population.

Et pourtant, comment ne pas voir le sens politique du vote des Portugais ? L'Alliance démocratique (AD) au pouvoir depuis 1979, essuie un échec cinglant, ne recueillant que 39,8 % des voix. Dans leur ensemble, ses composantes perdent huit points. La droite paie tout à la fois ses dissensions internes et la faillite de sa gestion. Dans ce pays dont le PNB est le plus bas d'Europe (après la Turquie), l'inflation est passée en deux ans, de 16,6 à 22,7 %. Le déficit de la balance des paiements a triplé et atteint plus de 3 000 millions de dollars. Depuis juin 1982, l'Escudo a été dévalué deux fois. Pour les salariés, les plans de stabilisation mis en œuvre se sont traduits par une très importante diminution du niveau de vie et par un chômage qui touche 10 % de la population active.

Les principales organisations ouvrières ont cristallisé le mécontentement populaire. A eux deux, le Parti socialiste et l'Alliance du peuple uni (dirigée par le Parti communiste) obtiennent une majorité absolue de suffrages (54,5 %) et de sièges au Parlement. Le PS de Mario Soares, avec 36,3 % de l'électorat, retrouve pratiquement ses meilleurs scores de 1976 et redevient la première formation politique.

De son côté, le PCP, avec un gain de deux points et plus de 18 % des votants, connaît une progression remarquable. Se présentant comme le défenseur des « conquêtes de la révolution des œillets », fustigeant la volonté de Soares de s'allier avec la droite, il a su capter le vote d'une grande partie des travailleurs les plus à gauche. Cela explique largement que l'extrême gauche (notamment nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire et l'Union démocratique populaire qui se présentaient en commun dans de nombreuses circonscriptions) n'ait pu, cette fois, obtenir de représentation parlementaire.

Son discours « dur » n'empêcha d'ailleurs pas Alvaro Cunhal, le secrétaire général du PCP, de préconiser tout au long de la campagne, un accroissement des aides aux entreprises moyennes du secteur privé et la constitution d'une sorte d'union nationale incluant son parti : *« Nous continuerons à défendre l'unité de tous les démocrates, y compris les socialistes et les communistes, pour former un gouvernement démocratique, jouissant d'un large appui politique et social. »*

« Prudence, pondération, consensus »

Dès l'annonce de sa victoire, Soares s'est efforcé de refroidir l'enthousiasme de ses partisans, en prêchant *« la prudence, la pondération, le consensus, la détermination et le courage »*. Ne disposant pas d'une majorité absolue à lui seul, récusant tout accord avec les communistes, il se prépare à constituer une coalition avec le Parti social-démocrate (PSD) — principale force de la défunte Alliance démocratique — qui a obtenu 27 % des voix le 25 avril. *« Le PS ne formera pas un gouvernement minoritaire »* annonça-t-il. *La situation exige une politique de consensus sur le plan social, institutionnel et parlementaire. Ce consensus, nous le construisons sans tabous idéologiques. »* Les *« cent mesures pour cent jours »* que le leader socialiste prétend mettre en œuvre dès son entrée en fonction, mettent au premier rang la lutte contre la corruption et le crime dans les rues, prévoient la redéfinition des secteurs public et privé, ainsi que le dépôt d'une nouvelle loi assouplissant le droit de licenciement.

Le PSD a d'ores et déjà accepté la perspective d'une alliance avec le PS. Son secrétaire général, Antonio Capucho, indique : *« Le langage des socialistes est actuellement proche du nôtre. Ils sont passés de l'idée de l'autogestion à celle de la cogestion. Le PS est devenu un parti social-démocrate. Nous ajouterons, dans une coalition, une sensibilité libérale. »*

Un projet voué à l'échec ?

A la base du projet de Mario Soares, la conclusion d'une « pacte » social entre patronat et syndicats. Ce dernier aura cependant bien du mal à voir le jour. La défaite sans appel de la droite, la majorité absolue obtenue par les partis ouvriers seront ressenties par les travailleurs, comme un encouragement à leurs luttes. Or, depuis un an et demi, on constate au Portugal, une nette remontée de la combativité populaire. En 1982, deux grèves générales ont paralysé le pays et l'on a compté plus de 850 000 journées de travail perdues.

Le futur Premier ministre aura d'autant plus de difficultés à convaincre le monde ouvrier de faire des sacrifices, que c'est la Confédération générale du travail dirigée par le PCP qui y occupe une position dominante. Le discours farouchement anticommuniste du chef du PS risque dès lors de constituer un obstacle à tout accord avec les bureaucrates de cette centrale.

Du côté des employeurs, les tentatives de séduction socialistes ne sont pas plus couronnées de succès. Les patrons sont confrontés au marasme économique et politique qui ne cesse de s'approfondir. Ils exigent donc bien plus que ce que promet Soares : la pure et simple liquidation de toutes les conquêtes sociales, ainsi que du secteur nationalisé en 1974, après la chute de la dictature. Ferraz da Costa, le président de la Confédération des industries portugaises explique clairement : *« L'inflation et la régression économique sont imputables à l'échec des nationalisations. Comment pourrions-nous nous entendre avec Mario Soares si celui-ci ne peut rendre au secteur privé les banques et les industries nationalisées après 1974 ? Que peut-il nous proposer s'il ne restaure pas la confiance ? »* Et il ajoute : *« Pour notre part, nous pourrions difficilement conclure un accord dans le cadre d'un système auquel nous ne croyons pas. »*

Confronté à de telles contradictions, le prochain cabinet aura bien du mal à convaincre la classe dominante de son aptitude à restaurer la stabilité d'un pays qui a voté neuf fois en neuf ans. Certains cercles politiques n'hésitent pas d'ores et déjà à préparer l'« après-Soares ». L'entourage du général Eanes, le chef de l'Etat, tente par exemple de jeter les bases d'un parti présidentiel qui pourrait occuper le vide laissé par un échec des vainqueurs d'aujourd'hui. Dans ce but, un *« document des 199 »* signé entre autres par l'ancienne Premier ministre Maria Lourdes Pintasilgo et l'ex-président de l'Assemblée constituante, Henrique de Barros, circule actuellement et s'en prend violemment au *« régime des partis »*.

Si, par leur propre action, les travailleurs n'imposent pas la satisfaction de leurs exigences, l'impasse dans laquelle s'est enfoncée chacun des deux partis ouvriers peut déboucher sur des graves difficultés pour le mouvement ouvrier. *« La victoire socialiste offre une seconde chance à Mario Soares »* écrivait le 26 avril, le *Diario de Noticias*. Cette phrase du grand quotidien de Lisbonne a le mérite de rappeler que le numéro un socialiste dirigea le gouvernement de juillet 1976 à juillet 1978. La politique d'« assainissement » qu'il mena, son alliance avec la droite ouvrirent la voie à la victoire électorale de l'AD en 1979.

Christian Picquet

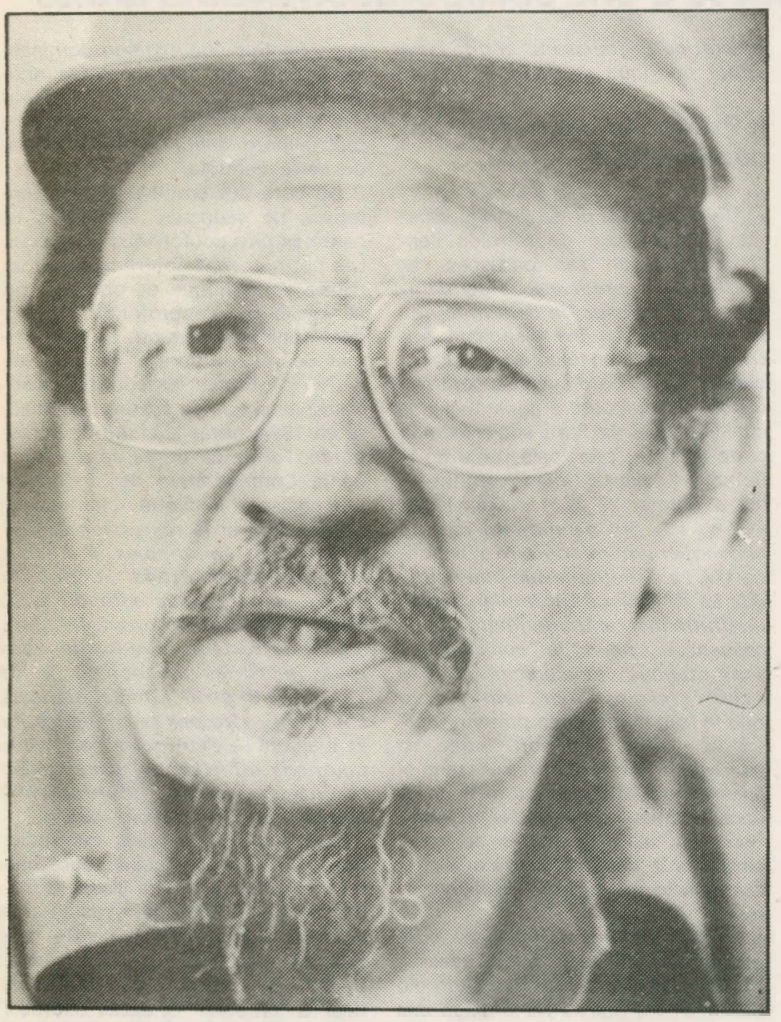
SALVADOR

La mort du Comandante Marcial

LA fin tragique de Salvador Cayetano Carpio, *« commandant Marcial »*, quelques jours après celle de son adjointe, « Ana Maria », est, à tous égards, un coup très dur pour les combattants salvadoriens. Marcial n'était pas seulement le fondateur et dirigeant des Forces populaires de libération (FPL), la principale composante du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Il était le plus connu, le plus populaire surtout, des révolutionnaires salvadoriens.

« Mon école de la lutte de classes a été la combativité, la lutte élémentaire. Il n'y avait ni loi ni Code du travail. Tout devait être obtenu par la force. Il fallait arracher au patronat et au gouvernement, par la lutte, par la violence des masses et l'unité de tous les métiers, chacune des lois pouvant favoriser le mouvement syndical », expliquait-il, récemment encore, à la journaliste Martha Hernecker.

Né au lendemain de la Première Guerre mondiale, il n'appartenait pas à la même génération que la plupart de ses camarades de combat. Encore adolescent, il prit part à l'insurrection paysanne et populaire de 1932 que l'oligarchie salvadorienne appuyée par les Etats-Unis écrasa au prix de plusieurs dizaines de milliers de morts. Ouvrier boulanger, il fonde, à la fin des années trente, le premier syndicat de ce métier. Devenu une figure centrale du jeune mouvement ouvrier de son pays, il rejoint, en 1947, les rangs du Parti communiste salvadorien (PCS). Il en deviendra ultérieurement le secrétaire général, sans pour autant renoncer à l'action syndicale.



« La révolution sera socialiste ou ne sera pas. »

La victoire de la révolution cubaine (1959) et les succès remportés par les combattants vietnamiens ont alors une influence décisive sur lui. Il se convainc que toute stratégie faisant dépendre l'action des organisations ouvrières et populaires d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie, fussent-ils « libéraux » ou « démocratiques », ne peut conduire qu'à l'échec. *« La révolution salvadorienne sera socialiste ou ne sera pas »*, écrit-il, reprenant à son compte la phrase célèbre d'Ernesto « Che » Guevara sur le caractère de la révolution latino-américaine. Dans cette perspective, il se fait l'avocat de la *« nécessité de la lutte armée »*.

Mis en minorité au sein du PCS par les secteurs les plus directement liés à l'Union soviétique, empêché d'impulser un véritable débat, il rompt avec ce parti en même temps qu'un important noyau de cadres, responsables syndicaux pour la plupart. C'est avec eux qu'il fonde les FPL en 1970. Ce qui n'a pas peu contribué à l'influence dont a rapidement joui cette organisation — se définissant comme « politico-militaire » — au sein des masses exploitées...

Trajectoire exemplaire que celle de Salvador Cayetano Carpio : nourrie d'un demi-siècle de l'histoire du mouvement ouvrier international ; indissociable des avancées du peuple du Salvador dans sa longue marche vers la libération nationale et sociale.

Il disparaît alors que, sur le terrain, les forces du FMLN ne cessent, depuis plusieurs mois, de marquer des points face aux troupes de la dictature démoralisées par les divisions de leurs chefs. Alors que de son côté, et dans un nouvel effort pour contenir les progrès des révolutionnaires, l'impérialisme se donne les moyens d'une intervention accrue. Dans la perspective de nouvelles et délicates échéances politiques et militaires, sa mort crée un vide considérable à la direction des FPL et du FMLN. Mais les circonstances de celle-ci, à la suite de l'assassinat de la *« comandante Ana Maria »*, risquent d'être plus lourdes de conséquences encore.

Préserver, approfondir l'unité

« L'assassinat de notre commandant Ana Maria a été planifié et exécuté par le dénommé Marcelo qui à ce moment-là était membre du commandement central des FPL. Il s'est prêté en cela aux manœuvres de la CIA (...) En commettant cet acte de haute trahison, il a prétendu assouvir un ressentiment et résoudre les divergences idéologiques et politiques avec la camarade Ana Maria. » Le communiqué officiel de la direction des FPL au Salvador est explicite : la fin tragique d'Ana Maria, et donc celle de Salvador Cayetano Carpio répondent à des causes internes aux FPL.

A partir de là, et en l'absence d'informations plus précises — en particulier sur le caractère de ces *« divergences idéologiques et politiques »* — il est, à ce stade, inutile de spéculer. Et il serait irresponsable de tirer de l'extérieur des conclusions hâtives. Cette tâche revient d'abord aux cadres, aux combattants des FPL et du FMLN. Pour eux-mêmes, pour le peuple salvadorien, pour tous ceux qui sont mobilisés et engagés dans la solidarité avec leur combat.

Le fait politique essentiel, indiscutable, est qu'une crise majeure est désormais ouverte au sein de l'organisation qui, jusqu'alors, constitue la principale composante du FMLN.

Crise dont les origines ne datent probablement pas d'hier et dont les développements seront particulièrement difficiles à maîtriser, au vu des conditions dans lesquelles elle a éclaté au grand jour.

Ces conditions sont aussi une guerre civile où l'ampleur et l'intensité des affrontements, leur coût humain considérable n'ont pas conduit, depuis deux ou trois ans, à une modification durable et décisive du rapport de forces entre les deux camps en présence. Elles renvoient également à l'absence de tradition de débat démocratique au sein d'organisations engagées sans restriction dans la lutte, mais devant affronter et résoudre, face à la stratégie de l'impérialisme, des problèmes d'orientation et de tactique particulièrement difficiles.

Dans l'immédiat, et dans la mesure où des divergences existent entre les composantes du FMLN sur la place à accorder aux tentatives d'ouverture d'un éventuel processus de négociations ; dans la mesure, surtout, où se prépare une nouvelle offensive de Reagan — militaire (augmentation considérable des crédits) et politique (organisation de nouvelles élections) — la tâche première est évidemment de préserver et d'approfondir l'unité au sein du FMLN.

Notre tâche, ici, restant plus que jamais l'affirmation et le développement de la solidarité.

Jean-Pierre Beauvais

Un message de la LCR au FMLN-FDR

Chers camarades,

C'est avec une profonde émotion que nous avons appris la disparition de deux des principaux dirigeants du FMLN, les commandants Marcial et Ana Maria. Leur mort est une perte considérable non seulement pour leur organisation, les FPL, et pour le FMLN dans son ensemble, mais aussi pour la révolution au Salvador et en Amérique centrale.

Face à l'impérialisme qui se félicite de ce coup tragique porté à la lutte du peuple salvadorien, et qui cherche également à en tirer profit dans sa lutte ouverte contre le Nicaragua, nous tenons à vous réaffirmer notre profonde solidarité révolutionnaire.

Hasta la victoria siempre !

Pour le bureau politique de la LCR
Alain Krivine

AFRIQUE DU SUD : le maintien d'une collaboration heureuse

LE gouvernement français vient de demander aux fédérations sportives de ne pas *« participer à des rencontres organisées en Afrique du Sud »* ni *« organiser en France des rencontres sportives avec les équipes représentatives de fédérations sportives ou de clubs d'Afrique du Sud pratiquant l'apartheid. »* Cette décision doit être saluée car elle constitue un petit pas dans le sens de l'isolement sportif du régime raciste. Mais cette mesure ne doit pas dissimuler, comme le rappelait récemment le Mouvement anti-apartheid (MAA), que le soutien français à l'Afrique du sud *« porte surtout sur les secteurs stratégiques, de l'énergie et des transports, des communications, du nucléaire »*. Or, actuellement aucune sanction n'est envisagée dans ces domaines.

Avant son élection, le candidat Mitterrand promettait *« une politique nouvelle à deux volets : d'une part, des sanctions économiques contre le régime d'apartheid, notamment un arrêt total des investissements publics et parapublics français et de toute aide aux investissements privés ; de l'autre, une aide au développement, dans la sécurité, aux pays de la ligne de front, et un soutien politique aux mouvements de libération, ainsi qu'une aide dans le domaine social et dans les secteurs de l'économie et de la formation »*.

En décembre 1982, Jean Pierre Cot, ministre de la Coopération proclamait, pourtant l'opposition du pouvoir à *« l'idée de sanctions économiques »* contre l'Afrique du Sud.

De plus, tandis que Prétoria impose toujours sa domination coloniale sur la Namibie en dépit de toutes les résolutions de l'ONU, la délégation française participe toujours au groupe occidental de contact qui, sous l'impulsion américaine, multiplie les concessions à l'Afrique du Sud dans les négociations sur l'avenir de cette région. Cela ne saurait étonner, car la Namibie c'est aussi la mined'uranium de Rossing dont la société CFP-Total détient 10 % du capital.

Des relations économiques florissantes

Les relations économiques franco-sud-africaines se sont maintenues sous le gouvernement de gauche. Malgré leur diminution en 1982, les importations de charbon sud-africain représente encore 26,7 % de l'approvisionnement français en charbon. Le reste des importations en provenance d'Afrique du Sud a augmenté en valeur de 8 % en 1982. Les fruits viennent en quatrième position après l'uranium (3 000 tonnes par an), le charbon, et les minerais métallurgiques. Chaque année, 16 000 touristes français se rendent au pays de l'apartheid. Et parmi la douzaine d'agences de voyage qui organisent les circuits touristiques, se trouvent l'agence Havas, contrôlée à 56 % par l'Etat français, et Jet Tour, filiale d'Air France. Une douzaine de banques françaises fournissent des prêts à Prétoria.

Renault dispose d'un filiale sud-africaine : Renault Africa. Alsthom-Atlantique participe à un contrat avec la société nationale de chemin de fer. CFP-Total, qui fournit du pétrole à l'armée et à la police sud-africaine, a obtenu une licence d'importation de charbon. Et Framatome, Alsthom-Atlantique, Spie-Batignolles et Sofinen (filiale EDF, Framatome) sont impliquées dans l'installation de la centrale nucléaire de Koeberg dont le marché a été obtenu sous le gouvernement de Giscard. Le CNRS, des universités régionales comme celles de Poitiers ou d'Orléans, l'Institut Pasteur, ou le Gaz de France ont, en outre, participé à des missions scientifiques au pays du racisme légalisé.

Isoler le régime de l'apartheid

Plus récemment, le gouvernement français a même été jusqu'à débattre de la possible livraison d'une nouvelle centrale nucléaire au régime raciste. Comme l'a précisé le conseiller de l'Elysée pour les Affaires africaines, Guy Penne, le 9 mars 1983 en réponse à une lettre du MAA : *« Ce projet a fait l'objet (...) d'une concertation interministérielle (...) L'étude de ce projet a été cependant interrompue du fait que l'ESCOM* (sud-africain) *n'a apporté aucune précision sur la date d'un éventuel appel d'offres international. Le Premier ministre est chargé de suivre l'affaire en liaison avec tous les ministres concernés... »* *« C'est là le signe le plus évident, et de très loin le plus grave*, commente fort justement le MAA, *de l'absence d'une volonté manifeste de combattre concrètement le régime d'apartheid, par des mesures de réduction de nos échanges et de sanctions économiques.*

La Charte pour l'isolement total du régime d'apartheid sud-africain élaborée par le MAA et qu'à l'inverse du PS et du PC la LCR soutient, doit donc être le cadre autour duquel s'organise la nécessaire information et les mobilisations pour exiger du gouvernement qu'il ne se borne pas à un simple isolement sportif d'Afrique du Sud.

Vincent Kermel

BD : des albums à foison

C'EST le seul éditeur important à être établi en province ; c'est donc par les éditions **Glénat** que je commencerai ce survol des parutions printanières dessinées.

Trois constantes chez Glénat : l'édition de strips anglo-saxons de très bonne facture (*Trigan* de Don Lawrence ou *Modesty Blaise* de Jim Holdaway), celle de dessinateurs déjà connus (Pichon, Trez, Serre, ou les facéties de l'inénarrable *Mafalda* de Quino, qui en est à son sixième album...) et enfin, le coup de pouce donné à de « jeunes » dessinateurs, qui doivent tous rêver de la brillante trajectoire de la vedette « maison », François Bourgeon. Parmi les « prometteurs », citons le déjà connu Rouge, qui entame une très belle série médiévale, *les Ecluses du ciel* ; Michel Faure, pour son premier tome (très réussi) de la saga des pirates de l'océan Indien, *John Bowen* ; et surtout Tito, qui, avec *Soledad-le dernier bonheur*, nous livre quelques croquis pleins de finesse d'un village espagnol de l'après-franquisme.

Aux **Humanoïdes associés**, Jodorowsky, déjà lié à Moebius pour l'histoire de *l'Incal*, a trouvé en Arno un illustrateur de la trempe de l'Américain Corben pour animer sa saga post-tolkienne, *Alef Thau-l'enfant tronc*... un début plus que prometteur. A signaler également, *Marcel Labrume*, d'Attilio Micheluzzi, une « rétro-nostalgie » autour du célèbre film de Michaël Curtiz, *Casablanca*, avec beaucoup plus de noir que de blanc. *Suicide commando* de Gauckler et Imbert, où de froides guerrières sont chargées de missions apocalyptiques dans un univers de SF aux couleurs et aux décors sublimes. *Wonder City*, enfin, de Chantal Montellier, qui, d'album en album, distille avec un pessimisme très lucide de sa peur d'un futur robotisé et déhumanisé. Salutaire !

Beaucoup plus léger, le ton des albums proposés par les éditions **Dupuis** ce mois-ci, qui, outre les inévitables (mais indispensables) rééditions, *le Maître de la Sierra*, un beau Jerry Spring de 1962 dessiné par Jijé, *la Francisque et le Cimeterre* de Sirius, où Timour, le guerrier roux, côtoie Charles Martel, permet à quelques jeunes dessinateurs de publier leurs premières bandes... et c'est pas mal du tout : *421-l'épave et les millions* d'Eric Maltaite ou surtout *Couleur café* de Philippe Berthet, une enquête très modern-style, bien chevillée à un excellent scénario politico-policier.

Sans oublier *Ku-klux-klan* de Berk, *Sacré Sacre* de Sandron, secondes aventures du hussard Godaille chargé ici de protéger J. de Beauharnais des « prévenances » empoisonnées de la famille Buonaparte ; *l'Envers du décor*, 23e album des aventures de la patrouille des castors, ou le scoutisme à l'air du temps (les salauds y sont à la fois promoteurs immobiliers, patrons d'ateliers clandestins où travaillent des enfants, et chefs de gang... ça ne va pas faire plaisir à Yvon Gattaz !).

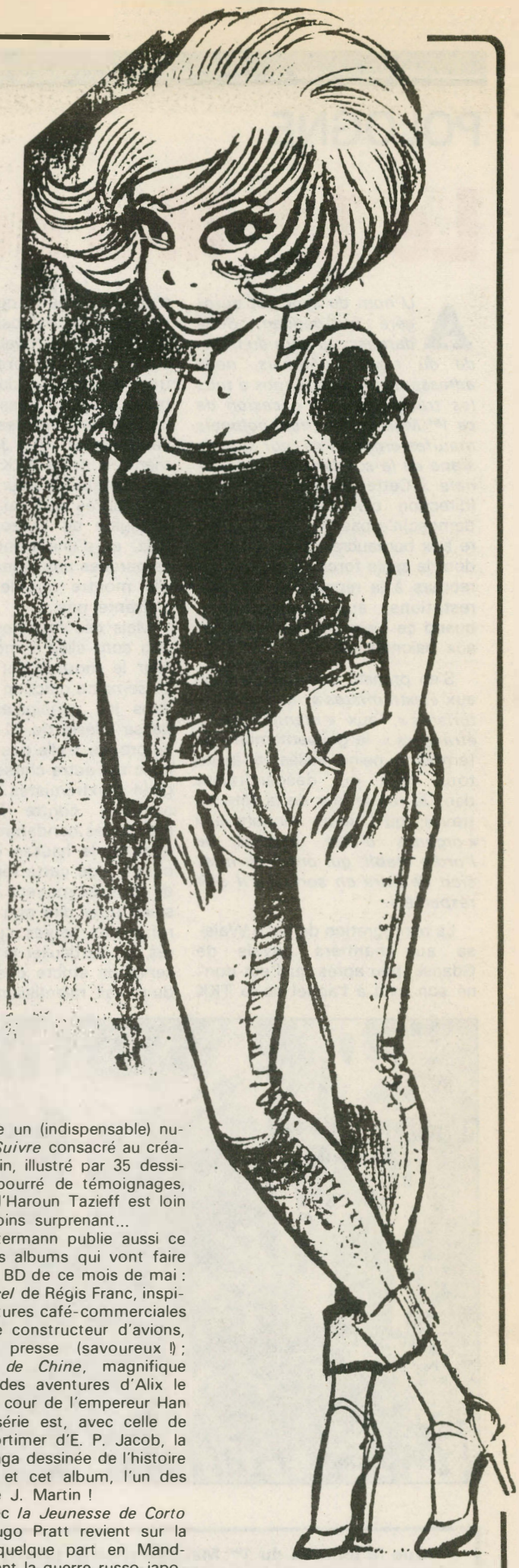
Mais le double événement chez Dupuis, c'est le retour des deux héroïnes vedettes de la maison : l'hôtesse de l'air Natacha en pleine rencontre du troisième type aux USA (*les Machines incertaines* de F. Walthéry... un bien beau titre !) et l'électronicienne japonaise Yoko Tsuno, qui dans ce treizième album, *les Archanges de Vinéa*, s'ébroue sous les plumes et pinceaux de Roger Leloup, parmi les plus beaux décors technologiques et futuristes.

Quant aux éditions **Futuropolis**, malgré leur titre, elles ont, ces temps-ci, des nostalgies passéistes. D'abord grâce à la magnifique collection « Copyright » qui réédite chaque mois les plus beaux « strips » d'avant-guerre. Ce mois-ci, c'est *Li'l Abner* d'Al Capp, que John Steinbeck considérait comme *« le plus grand satiriste depuis Laurence Sterne, Cervantès ou Rabelais »* ; et, en prime, la réédition des deux albums *X-9 Agent secret* d'Alex Raymond sur scénario de Dashiell Hammet. Excusez du peu !

Parmi les nouveautés de Futuropolis, *Pas de Deo Gratias pour Rock Mastard* de Delan et Boucq, satire, précisément des séries du genre X-9 ou Nick Carter. *L'Oud*, premier album de Farid Boudjellal, ou Barbès à Toulon, sympa. La réédition de l'un des plus beaux albums de Tardi, *Polonius*, sur scénario de Picaret (le livre qui valut à un libraire du comité d'entreprise de la RATP les foudres staliniennes...) et un savoureux *Jeu des 7 familles* dessiné par J.-C. Denis, Pétillon, Schlingo, Golo, Rochette, Florence Cestac (un dessin de plus en plus délirant pour la famille « Nunuche ») et Tardi, dont la famille *C'est la France* est un magnifique condensé de la connerie tricolore...

Hachette, qui éditera courant novembre 1983 le prochain Blueberry (*la Dernière Carte*), prépare pour le MIP-TV de Cannes un coup d'éclat : la réalisation d'un feuilleton télé tiré des aventures du célèbre ex-lieutenant de la cavalerie US. On reparlera de cet événement...

Mais outre la réédition d'un Tanguy et Laverdure dessiné par Jijé (*Escadrille Delta*), Hachette offre à André Juillard et à son complice du moment Convard (deux compères dont j'avais dit grand bien dans un précédent article...) une nouvelle série et une héroïne, Isabelle Fantouri, médecin à l'OMS... Les deux premiers albums (*les Louves de Baravo* et *les Canons de Faana*) sont hélas basés sur des scénarios bien faiblards. Enfin, attendons la suite.



En attendant d'ailleurs, Juillard, grâce aux **éditions Fleurus**, nous livre le troisième volet des aventures du chevalier Bohémond de Saint-Gilles, *Duel en Sicile*. C'est certainement l'une des meilleures bandes dessinées médiévales du moment. Un régal !

Du bel ouvrage également aux **éditions du Lombard**, qui offrent au public, avec la collection « BéDingue », une réédition somptueuse (couverture cartonnée pelliculée, cahiers cousus, dos toilé) des grands classiques, épuisés depuis longtemps, de la célèbre collection du Lombard. Parmi les premiers albums de cette collection, *Pom et Teddy* de F. Craenhals, et les deux premières aventures (animalières) de Chick Bill le cow-boy dessinées par Tibet : *C. B. contre l'Invisible* et *Les carottes sont cuites*, pour 50 F pièce. Des bouquins, qui, dans leur édition originale, côtoient aujourd'hui 1 000 F chez les collectionneurs !

A signaler encore au Lombard, la réédition de *Chlorophylle à la rescousse* du dessinateur animalier Raymond Macherot ; un album fantastico-onirique de Eric et Stoquart, *Swen* ; et le huitième album des gaffes de l'extravagant clébard Cubitus, *Tu le fais exprès ou quoi ?* par Dupa.

Casterman, comme tous les bédéphiles en deuil d'Hergé, vient de faire paraître un (indispensable) numéro de *A Suivre* consacré au créateur de Tintin, illustré par 35 dessinateurs et bourré de témoignages, dont celui d'Haroun Tazieff est loin d'être le moins surprenant...

Mais Castermann publie aussi ce mois-ci trois albums qui vont faire l'événement BD de ce mois de mai : *Tonton Marcel* de Régis Franc, inspiré des aventures café-commerciales d'un célèbre constructeur d'avions, patron de presse (savoureux !) ; *l'Empereur de Chine*, magnifique 17e album des aventures d'Alix le Gaulois à la cour de l'empereur Han Tsi. Cette série est, avec celle de Blake et Mortimer d'E. P. Jacob, la plus belle saga dessinée de l'histoire du 9e Art ; et cet album, l'un des meilleurs de J. Martin !

Enfin, avec *la Jeunesse de Corto Maltese*, Hugo Pratt revient sur la rencontre, quelque part en Mandchourie durant la guerre russo-japonaise de 1905, de Corto, d'un déserteur sibérien nommé Raspoutine et d'un correspondant de guerre nommé Jack London...

Surprise aussi, chez **Dargaud**, qui prépare pour fin mai la parution du dernier album d'Enki Bilal *Parties de chasse*, et vient de publier le dernier album du dessinateur ibérique Palacios, *Camerone*, dans la très belle série western « Alexis MacCoy »...

Enfin, une maison d'édition belge, **Magic Strip**, vient de réussir un joli doublé. En rééditant *Pirates d'eau douce*, une savoureuse pochade de Bob de Moor, publiée il y a plus de vingt ans dans Tintin et en offrant à J.-M. Salmon un remarquable premier album, *le Solitaire d'Hoëdic*, splendide et bougrement prometteur.

Michel Laszlo

• **Vendredi** 20 h 35 (TF1), Pierre Bouteiller et Yves Montand... vingt-sept chansons retransmises en stéréo sur France-Inter MF... A vos cassettes !

23 h 05 (A2), *Tire-au-flanc*, film muet de Jean Renoir avec Michel Simon ; c'est ce qu'on appelle pudiquement un « vaudeville troupier », genre heureusement disparu. Il reste M. Simon, impayable en domestique d'un nobliau incorporé sous les drapeaux.

• **Samedi** 21 h 35, « Droit de réponse » aux rédacteurs des grands journaux de la presse quotidienne.

• **Dimanche 1er Mai**, après la manif., une petite soirée télé avec :

20 h (FR3), *Merci Bernard*, magazine déconnant de J.-M. Ribes.

20 h 35 (TF1), *Bonny and Clyde* d'Arthur Penn avec Warren Beatty et Faye Dunaway, une splendide réécriture des aventures du plus célèbre couple de hors-la-loi du XXe siècle...

• **Lundi**, le choix entre :

20 h 35 (TF1) *Armaguédon*, film fantastique d'Alain Jessua avec Delon et Yanne ; beaucoup plus intéressant et profond que ne l'ont écrit certains critiques à la sortie du film.

20 h 35 (FR3) *le Déjeuner sur l'herbe* de Jean Renoir avec Paul Meurisse et Catherine Rouvel. Champêtre...

20 h 35 (A2), la première partie d'un téléfilm sur le krach de 1929.

• **Mardi** 20 h 35 (A2), « Dossiers de l'écran » consacrés au « Krach de 1929 ».

20 h 35 (FR3), « La dernière séance ». Pour ce soir, vous pourrez vous couchez tôt ; le western pachydermo-psychologique de Dmytryk *la Lance brisée*, qui clôturera la soirée vers 23 h 15, est trop boursouflé pour maintenir décemment éveillé un téléspectateur qui travaille le lendemain. Par contre, à 20 h 50, (attention, je pèse mes mots...) vous aurez droit à l'un des plus beaux films d'aventure de l'histoire du cinéma parlant ! *Les Vickings* de Richard Fleisher, avec K. Douglas, T. Curtis, E. Borgnine et Janet Leigh, est en effet l'une des plus magistrales leçons de cinéma donnée par un cinéaste au public ; tonique en diable !

• **Jeudi** 20 h 35 (TF1), *Pablo est mort*, un téléfilm bâti sur le mythe « Carlos ». Je ne l'ai pas vu, mais ça peut être soit intéressant, soit au contraire 100 % dégueulasse. Il faudra faire le détour par TF1 pour s'en faire une idée...

22 h 25 (FR3), *Flins, terre d'asile*, un excellent reportage après la dernière grève des OS de Renault-Flins ; ces immigrés venus « produire français », qui se considèrent eux-mêmes comme des *« OS à perpétuité, parce qu'immigrés... et parce que ça se voit ! »*

Michel Laszlo

POLOGNE

Le 1er Mai de Solidarité

« Au nom du syndicat autogéré indépendant Solidarnosc, au nom du monde du travail polonais, nous adressons nos salutations à tous les travailleurs à l'occasion de ce 1er Mai. Les ouvriers polonais manifesteront en ce jour sous le signe de la solidarité internationale. » Cette adresse de la TKK (direction clandestine de Solidarnosc)n'a pas eu l'heur de plaire aux bureaucrates en uniforme dont la seule force réside dans le recours à la répression, aux arrestations, aux licenciements, quand ce n'est pas aux tanks et aux baïonnettes.

S'en prenant une fois de plus aux *« extrémistes »*, aux *« aventuristes »*, aux *« manipulateurs étrangers »*, le gouvernement, en termes à peine voilés, a averti tous ceux qui descendraient dans la rue le jour de la fête du travail, qu'il aurait recours aux *« organes d'Etat, garants de l'ordre établi, qui ont pour mission de faire en sorte qu'il soit respecté »*.

La réintégration de Lech Walesa aux chantiers navals de Gdansk, peu après qu'il eut donné son aval à l'appel de la TKK n'est rien d'autre qu'une tentative de limiter les possibilités d'action de ce « citoyen comme les autres » qui en prenait un peu trop à son aise dans ses contacts avec la presse et avec le mouvement clandestin. Quant à l'arrestation de Jozef Pinior, membre de la TKK et dirigeant de Solidarnosc pour la Basse-Silésie, après celle du président de la région de Gorzow, Zbigniew Belz, et d'une trentaine de ses camarades une semaine plus tôt, elle montre que le pouvoir ne plaisante pas.

Mais ces mesures d'intimidation sont-elles à même de faire plier le mouvement clandestin ? La semaine d'action qui a eu lieu dans les principales usines de Basse-Silésie du 21 au 26 mars ne prouve-t-elle pas que Solidarnosc est autre chose qu'une poignée d'extrémistes ? Durant une semaine, contre les licenciements, les condamnations politiques et la hausse des prix, les ouvriers de cette région ont usé de tous les moyens à leur disposition pour dire non au pouvoir : refus des heures supplémentaires, en particulier le samedi, observation stricte des règlements du travail, ralentissement des cadences, simulation du travail, etc. Les 24 et 25 mars, des interruptions de travail ont eu lieu dans les principales entreprises de Wroclaw, donnant parfois lieu à des manifestations jusque devant les bureaux de la direction comme à l'usine Polar, où les femmes représentaient la majorité du cortège. *« Nous avons fait la preuve de la vitalité de Solidarnosc dans notre région »*, affirmait J Pinior dans un communiqué publié à l'issue de cette semaine d'action.

Une fois de plus, c'est une partie de bras de fer qui est engagée entre le pouvoir et le mouvement clandestin. Et ce dernier compte sur notre aide, comme le souligne l'ex-président de Basse-Silésie dans l'interview accordée à un syndicaliste français peu avant son arrestation, et dont nous reproduisons des extraits ci-contre.

« Nous avons besoin de votre soutien. Le jour du 1er Mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais », dit l'appel de la TKK. Partout où nous sommes présents, faisons savoir avec éclat que nous sommes aux côtés de Solidamosc hors la loi dans son combat contre la dictature et pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Que la journée du 1er Mai devienne le témoignage de notre résistance, de notre fidélité à Solidarnosc. Que les manifestations ouvrières démontrent notre solidarité et notre force, qu'elles soient un avertissement pour la dictature militaro-policière. Qu'elles donnent de l'espoir aux condamnés et aux emprisonnés, à ceux qui vivent dans la pauvreté et la misère.

Le 12 avril 1983
Jozef Pinior

Un syndicaliste clandestin parle

• Extraits d'entretien avec Jozef Pinior, président du syndicat de Basse-Silésie, peu avant son arrestation

Après W. Fraysniuk et P. Bednarz, Jozef Pinior, président de Solidarnosc de Basse-Silésie et membre de la TKK, a été arrêté le 24 avril.

Un militant exceptionnel est tombé aux mains de la police, mais il laisse à ceux qui continuent aujourd'hui son action un capital précieux : une ligne d'action syndicale dont les extraits publiés ci-dessous donnent un aperçu.

QUE peut-on dire sur la situation de Solidarnosc après quatorze mois de guerre ? Il y a une différence essentielle entre la normalisation de Jaruzelski et la normalisation tchèque ou hongroise. Après la révolution hongroise de 1956 ou après le Printemps de Prague de 1968, les communistes ont réussi à imposer un ordre totalitaire : ils sont parvenus à briser, sinon intérieurement, du moins extérieurement, toutes les formes de résistance sociale. (...)

Quelque chose de neuf est né au pays du « socialisme réel »

Dans la Pologne de l'état de guerre est apparue une situation entièrement nouvelle, quelque chose de neuf est né au pays du « socialisme réel » : la société a refusé cet esclavage. (...)

Que signifie dire que Solidarnosc existe ? Le syndicat existe dans les entreprises ; il y a les commissions d'entreprise clandestines, il y a des embryons de structures autogestionnaires. La manifestation la plus courante de leur existence est la parution régulière de ces bulletins, édités en général grâce à des techniques très sommaires de sérigraphie. Cela est tout à fait extraordinaire : les gens font des cadres avec les moyens du bord, le cadre est fait un soir, le journal diffusé le lendemain matin. Il y a également les structures interentreprises, dont l'activité n'est pas limitée à la seule entreprise, mais touche toute la région — comme le comité régional de grève (RKS), ici à Wroclaw, ou ailleurs les commissions exécutives régionales (RKW). Il y a enfin cette structure indépendante à l'échelle du pays, j'ai nommé la Commission provisoire de coordination (TKK). (...)

Peut-être que, vu de Paris, la Pologne apparaît comme brisée, défaite. Peut-être peut-on s'imaginer que la seule chose qui nous reste, c'est attendre tête baissée que les militaires fassent preuve de bonne volonté, et nous octroyent quelque chose... Vous voyez que la perspective est très difficile, quand on regarde cela d'une entreprise. (...)

Le système politique actuel n'est pas réformable

Le système politique actuel, militaro-policier, n'est pas réformable. La junte n'évoluera vers aucune démocratisation si nous ne l'y forçons pas. La grève générale nous paraît inévitable. Je vois les choses ainsi : ou nous attaquons en déclenchant la grève générale, et nous commençons à la préparer sérieusement, ou alors de longues années de pouvoir militaire nous attendent. Beaucoup craignent que la grève générale ne déclenche une intervention militaire directe de l'URSS. Le seul moyen de nous en garantir sera notre degré de préparation — moins nous serons préparés, plus la grève sera chaotique, et plus il y aura de chances d'une agression directe.

Une aide de travailleurs à d'autres travailleurs

Ce qui pour nous, ici à Wroclaw, nous semble le plus important, c'est que notre situation soit bien comprise par le monde du travail, par les travailleurs. Qu'ils comprennent le sens de notre lutte. Je pense que si les travailleurs en Occident comprennent cela, alors, du fait seul de cette compréhension, la solidarité des travailleurs de toute l'Europe se développera d'elle-même, le soutien aussi. Bien sûr, nous comptons beaucoup sur l'aide, cette aide que nous reçevons d'ailleurs toujours : le soutien humanitaire et aussi le soutien technique pour Solidarnosc clandestin (avant tout pour notre presse). (...)

Ce qui a été choquant pour nous, ce fut l'attitude de la direction confédérale de la CGT en France. Nous ne pouvons comprendre comment on peut être borné à ce point, quand on dispose de sources d'information diverses. Le choc a été terrible pour nous. Nous avons apprécié d'autant plus les initiatives des structures de la CGT qui ont pris une position de soutien à Solidarnosc et qui nous ont soutenu matériellement, à l'encontre de la position de la direction confédérale.

Nous savons à quel point, durant ces moments difficiles, nous avons été aidés par la CFDT. Cela a été très important pour nous, de savoir que les syndicalistes de la CFDT, prenant sur leurs salaires — et nous savons qu'ils n'en ont pas de trop — décidaient de nous soutenir, d'organiser un fond d'aide à Solidarnosc. Je pourrais dire la même chose du soutien que nous apportent les comités de solidarité avec Solidarnosc. Le fait que cette aide soit une aide de travailleurs à d'autres travailleurs prend pour nous une importance et une dimension très grandes.

Nous avons emprunté ces extraits aux entretiens avec J. Pinior, parus dans « Robotnik 83 » n° 4 du 14 avril 1983, bulletin du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France (120, rue de Crimée 75019 Paris).

Week-end de la Pentecôte

21-22-23 mai : FETE LO - LCR

A Presles (dans la région parisienne)

Des centaines de stands, des dizaines de forums-débats, du spectacle